


*Cahier des doléances, plaintes & vœux
de la Communauté des habitants d'ouroux
Leurs vœux sont qu'ils desireroient,
que l'on soit des Etat Généraux &
annon par ordre de l'Etat dire qu'il
pour le... t, égal a
ntre Les
des Soient
y stant
Soient
le 5
le 5*



Ruptures et Fondations

L'héritage de la Révolution
dans le Rhône et à Lyon

Pourquoi **parler de la Révolution française** aujourd'hui ?

La décennie révolutionnaire (1789-1799) demeure aujourd'hui encore la plus importante rupture politique de l'histoire de France.

Dès les premiers mouvements, il est urgent d'affirmer qu'il ne s'agit pas d'une simple révolte mais bien de la mise en œuvre d'une nouvelle manière d'exister. Alors, pour porter haut les principes d'un nouvel idéal, on abolit et on déclare.

Mais le socle est mouvant et rend le chemin malaisé : combien d'arrêts, de pas de côté et de reculs, pour qu'une loi ou un décret vienne fonder une avancée juridique, une innovation administrative...

Lyon, devenue le cœur d'une effroyable tourmente, s'embrase sous les coups redoublés de deux factions qui se déchirent quant à la conduite d'une République que l'une et l'autre revendiquent.

En offrant les traces sensibles, presque quotidiennes, de son aventure révolutionnaire, l'exposition invite à considérer le chemin parcouru sans perdre de vue l'avenir qui s'écrit.



Marianne de Létra, fin XVIII^e s.
Classée monument historique
le 5 décembre 1996.
Mairie de Létra



Bonnet de la liberté, fin XVIII^e siècle.
Pierre Aubert / musée d'histoire
de Lyon – Gadagne

Prendre la parole

La convocation des États généraux

La France de 1789 est définie par une hiérarchie sociale et des droits et devoirs spécifiques à chaque groupe. Constituée en trois ordres, le clergé, la noblesse et le tiers état, elle est par essence inégalitaire.

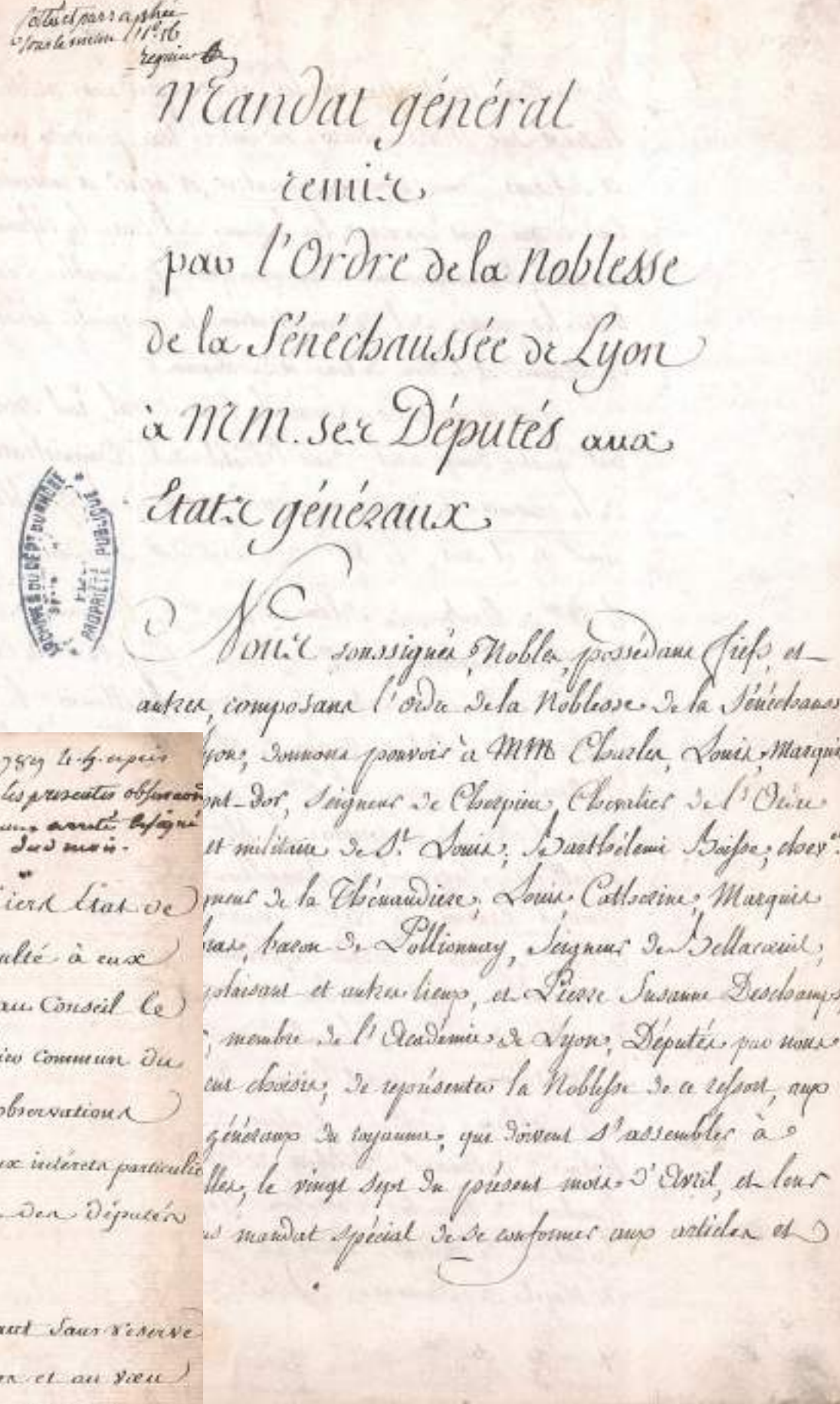
Dans cette société, la parole est contrôlée par la censure et l'avis de la population n'est que rarement demandé.

En 1788, les difficultés économiques et financières, la résistance des notables à toute réforme et des disettes successives ébranlent le royaume de France.

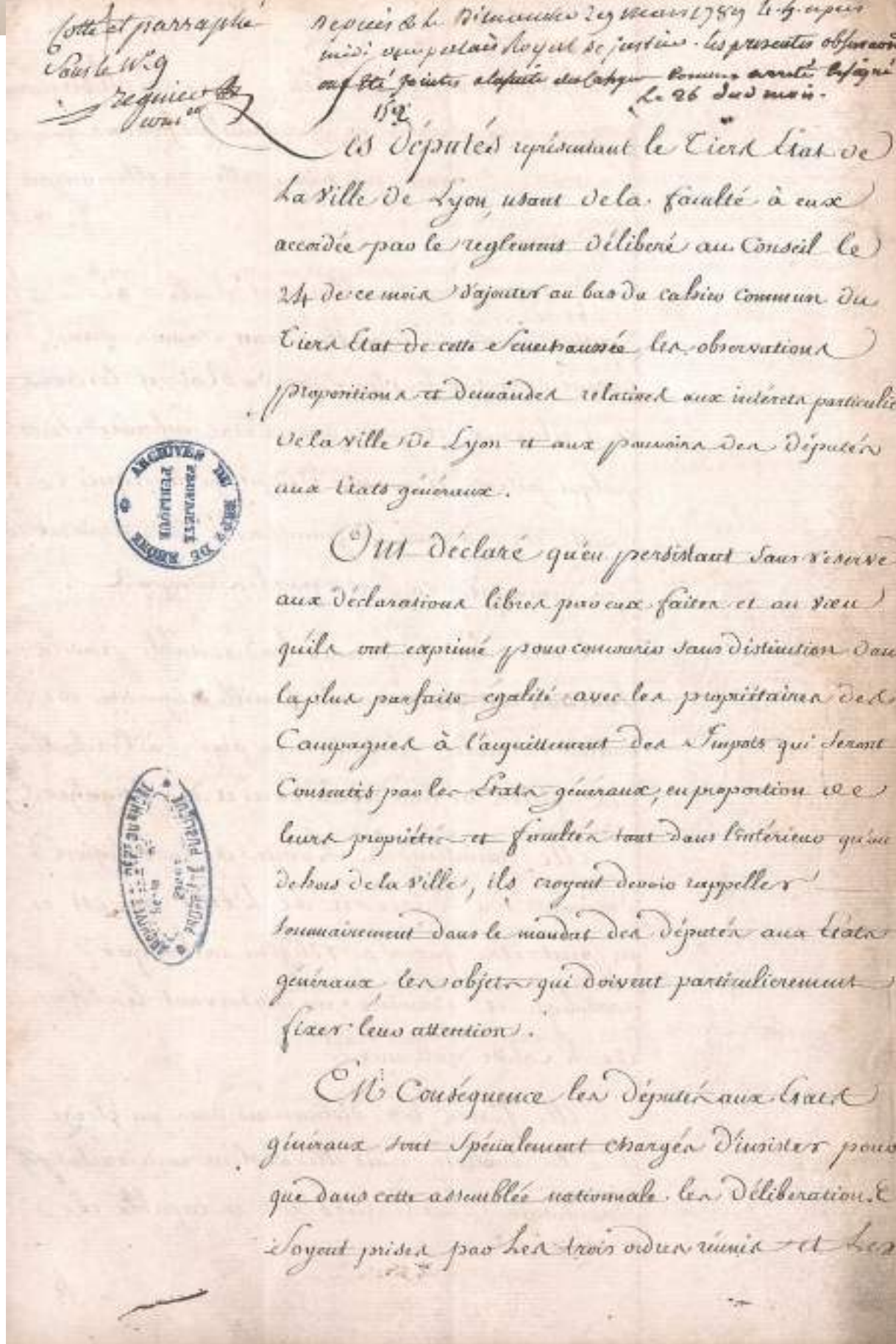
Le roi Louis XVI espère surmonter la crise et restaurer la cohésion en convoquant des États généraux, une assemblée qui réunit des représentants des trois ordres.



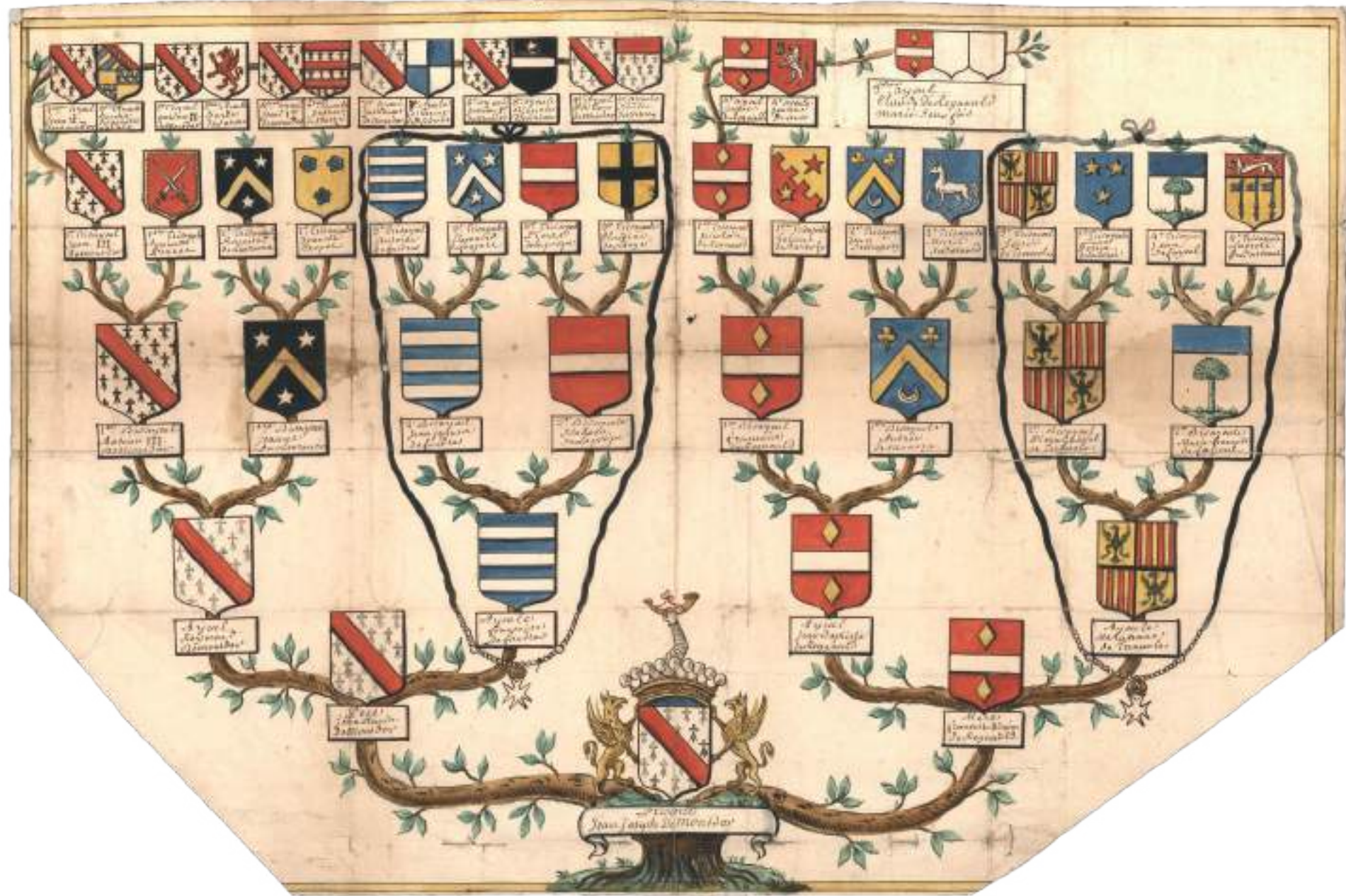
Procès-verbal de nomination des députés du clergé aux États généraux, 1789. Arch. dép. métr., 1B27



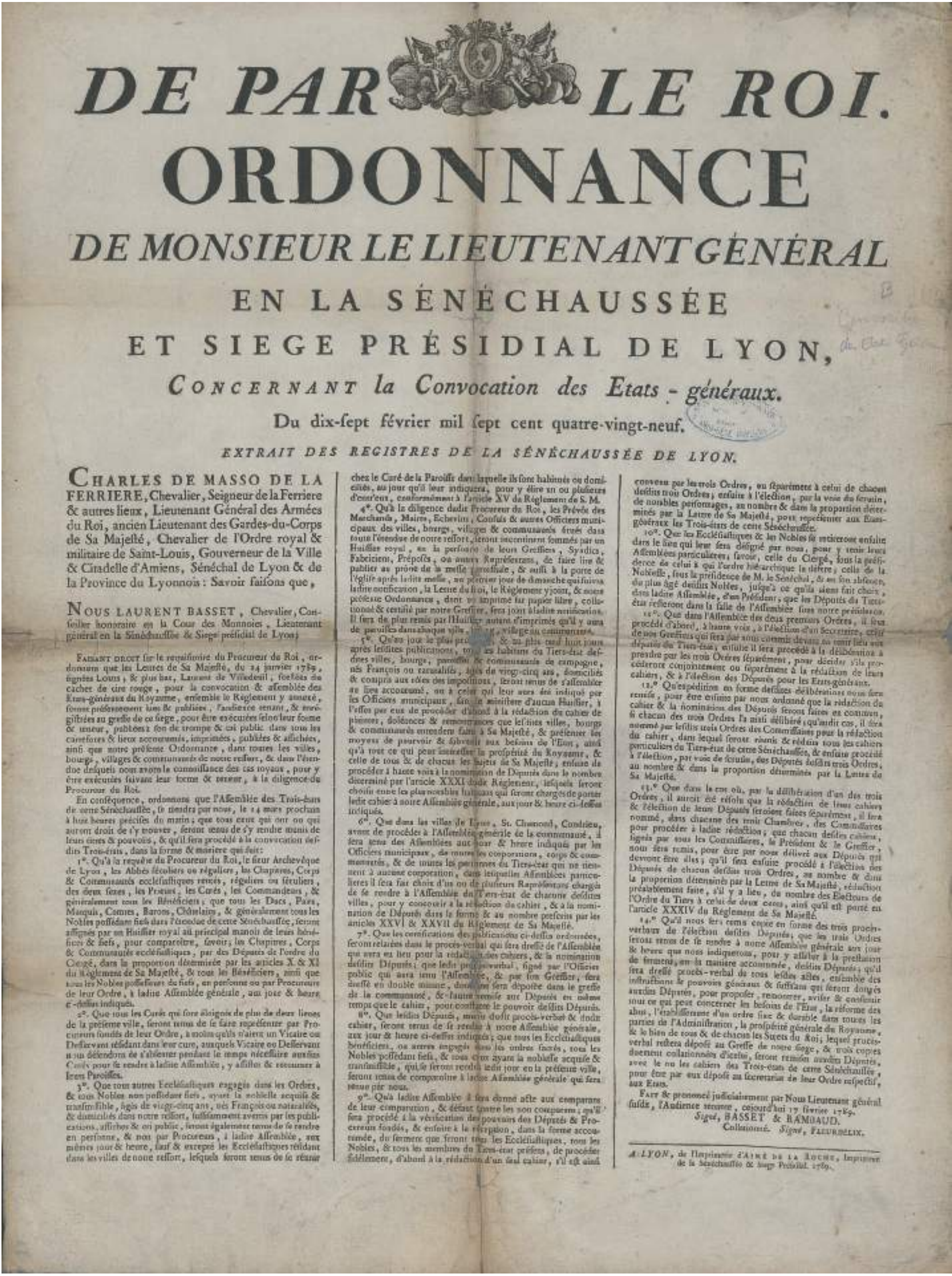
Mandat général remis aux députés de la noblesse aux États généraux, 1789. Arch. dép. métr., 1B27



Procès-verbal de l'Assemblée des électeurs du tiers état de Lyon, 1789. Arch. dép. métr., 1B29



Preuves de noblesse de Jean Joseph de Montdor candidat à la réception comme chevalier de l'Ordre de Malte, 1760-1769. Arch. dép. métr., 48H101/3



Ordonnance pour la convocation des États généraux, extrait des registres de la Sénéchaussée de Lyon, 17 février 1789. Arch. dép. métr., 1B10/1

Leur convocation suscite de vifs débats sur leur composition : le tiers état, qui représente la majorité de la population, demande que ses députés soient aussi nombreux que ceux de la noblesse et du clergé réunis. Le roi finit par accepter en décembre 1788.

Les députés sont élus dans les deux circonscriptions électorales présentes sur le territoire actuel du Rhône et de la Métropole : la sénéchaussée de Lyon et le bailliage du Beaujolais.

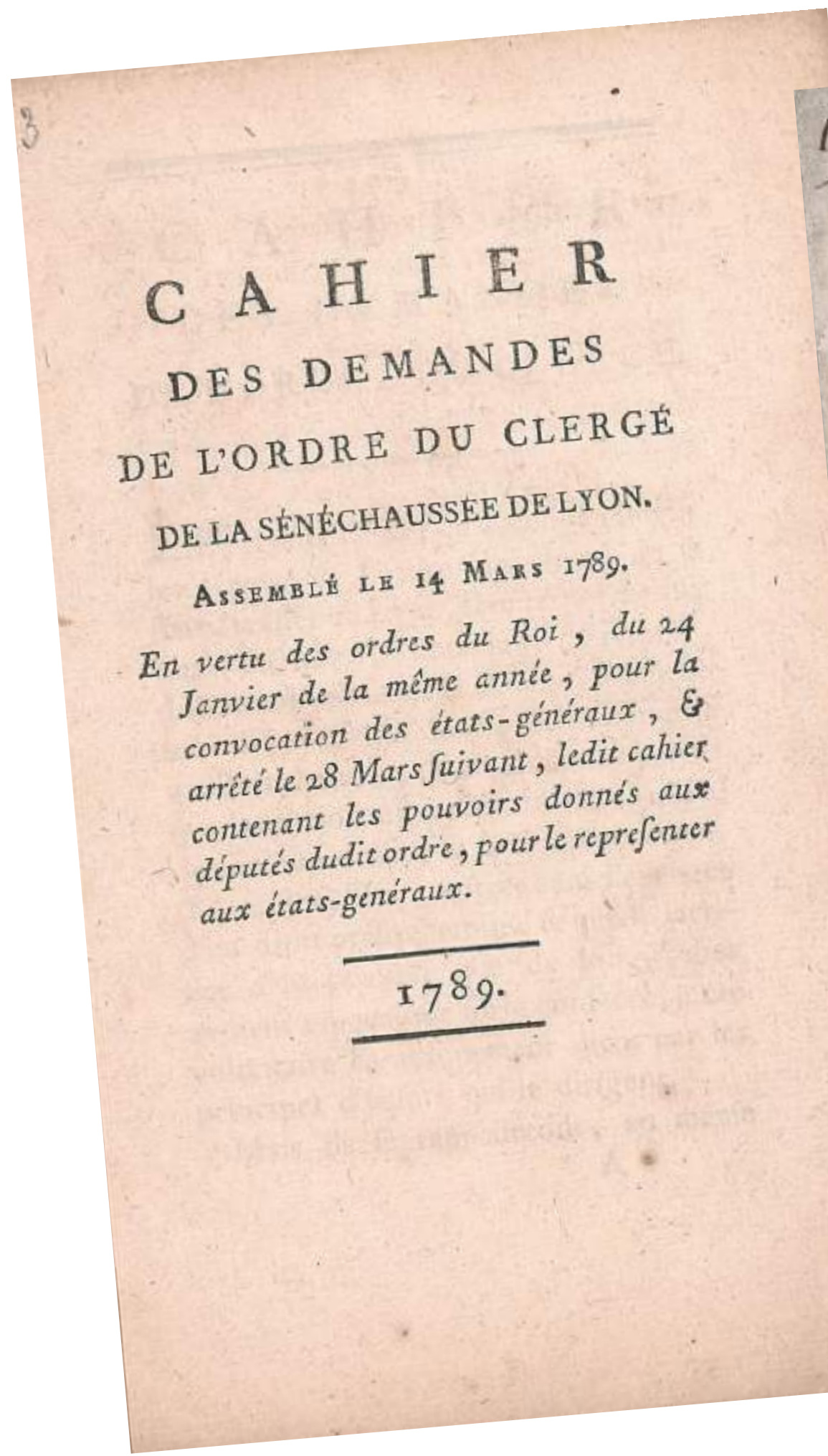
Les cahiers de doléances

Les « cahiers de remontrances, plaintes et doléances » sont rédigés par des commissaires de chaque ordre après consultation des habitants de leur circonscription. Ils sont ensuite approuvés et compilés par une assemblée.

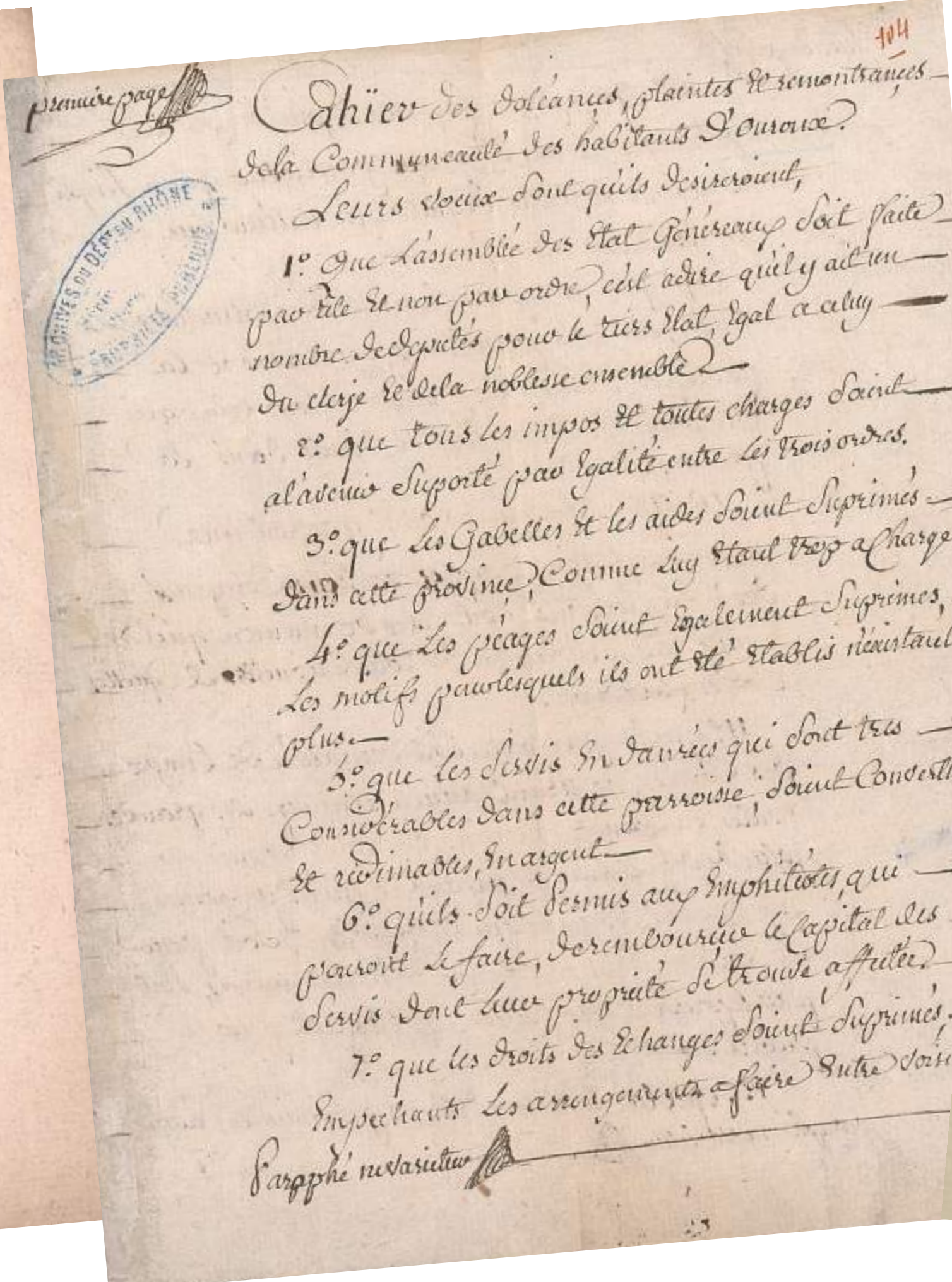
La monarchie et le roi n'y sont pas remis en question : les revendications portent principalement sur les problèmes économiques, sur la fiscalité et sur l'organisation de la justice.

“Notre premier vœu est l'établissement d'une constitution vraiment nationale „

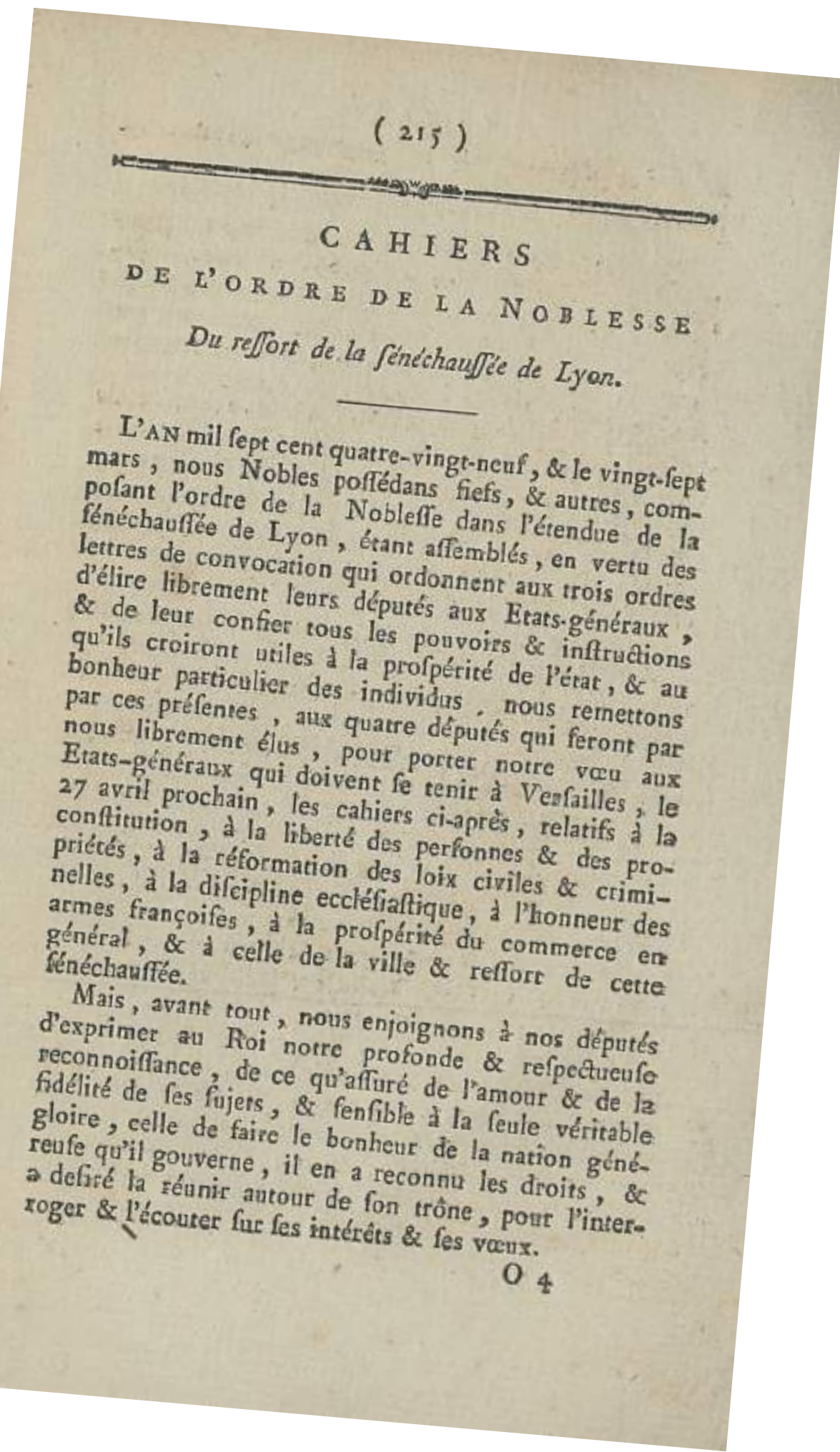
Cahier commun du tiers état, 1789, p. 128. Arch. dép. métr., CM223



Cahier des demandes de l'ordre du clergé de la Sénéchaussée de Lyon, 1789. Arch. dép. métr., 1J1559



Cahier de doléances de la commune d'Ouroux, 1789. Arch. dép. métr., 3B1197



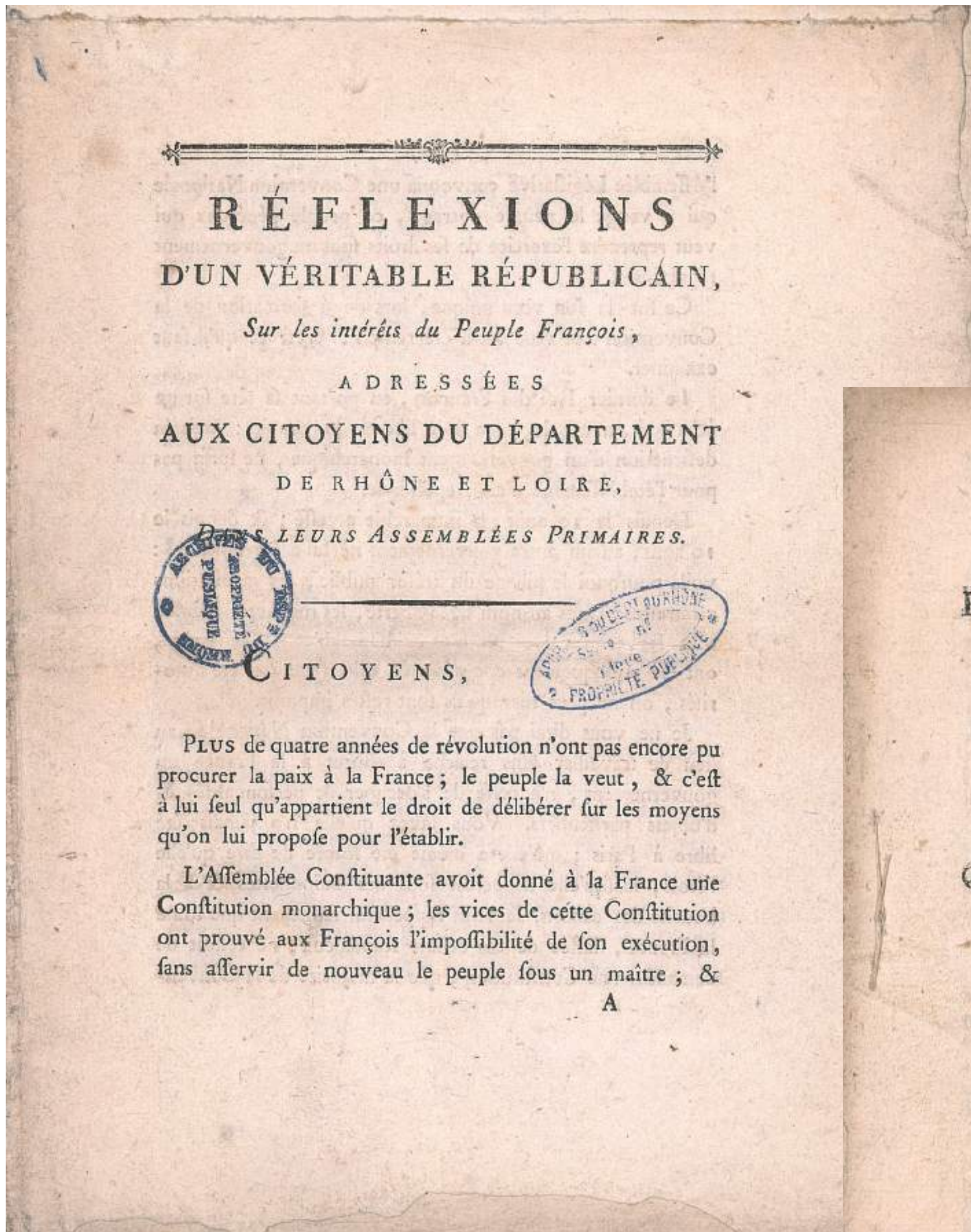
Cahier de l'ordre de la noblesse de la sénéchaussée de Lyon, 1789. Arch. dép. métr., CM223

Prendre *la* parole

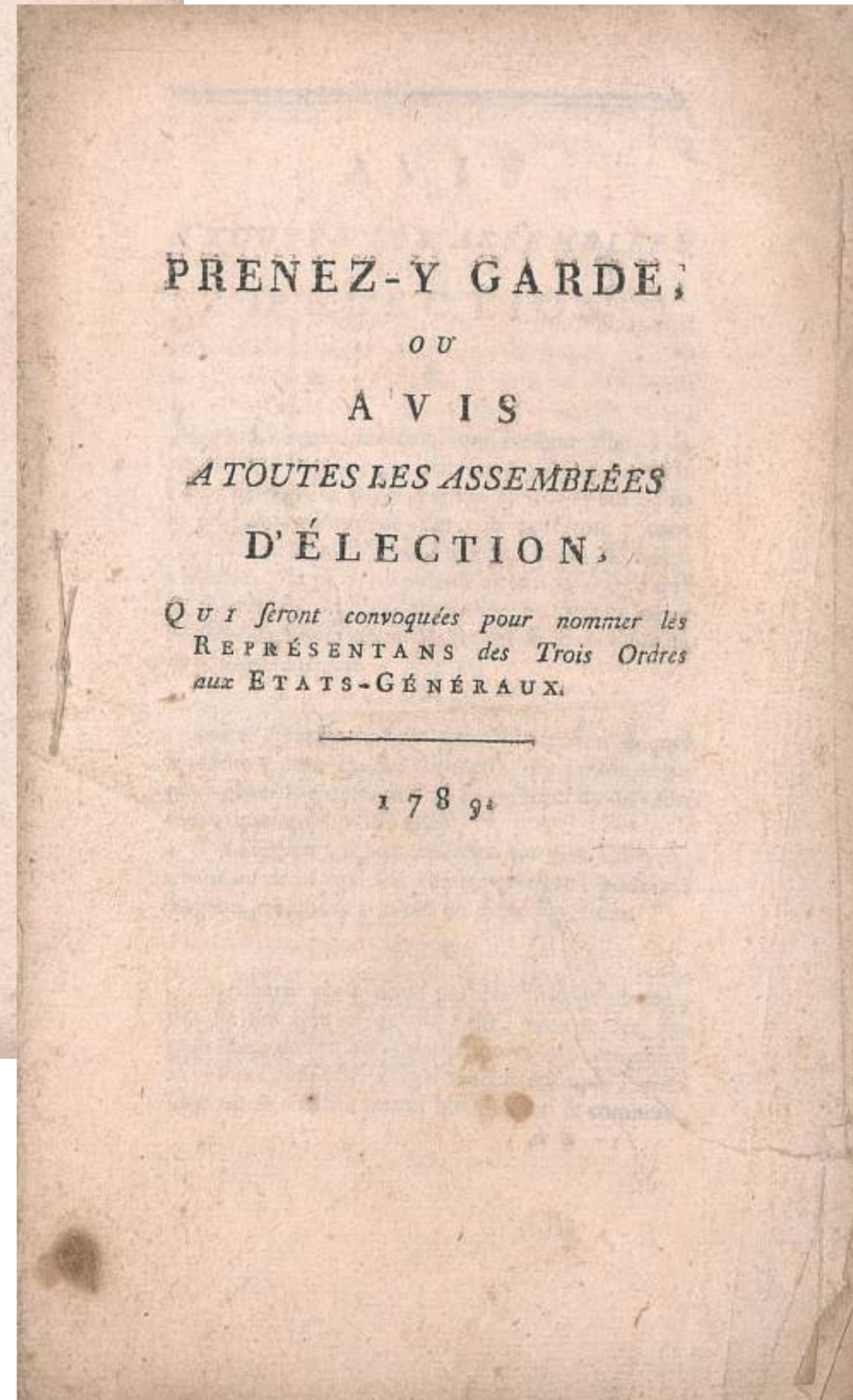
L'expression citoyenne

La *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen* du 26 août 1789 érige « la libre communication des pensées et des opinions » comme « un des droits les plus précieux de l'homme ». Jusqu'en 1792 et avant que la censure ne soit réinstaurée, chacun est libre de faire connaître ses opinions.

La voix du peuple se manifeste également par les élections, nouvelle forme d'expression politique et démocratique. Les élections législatives de 1792 sont les premières à avoir lieu au « suffrage universel », mais seulement pour les hommes de plus de 21 ans et de nationalité française.



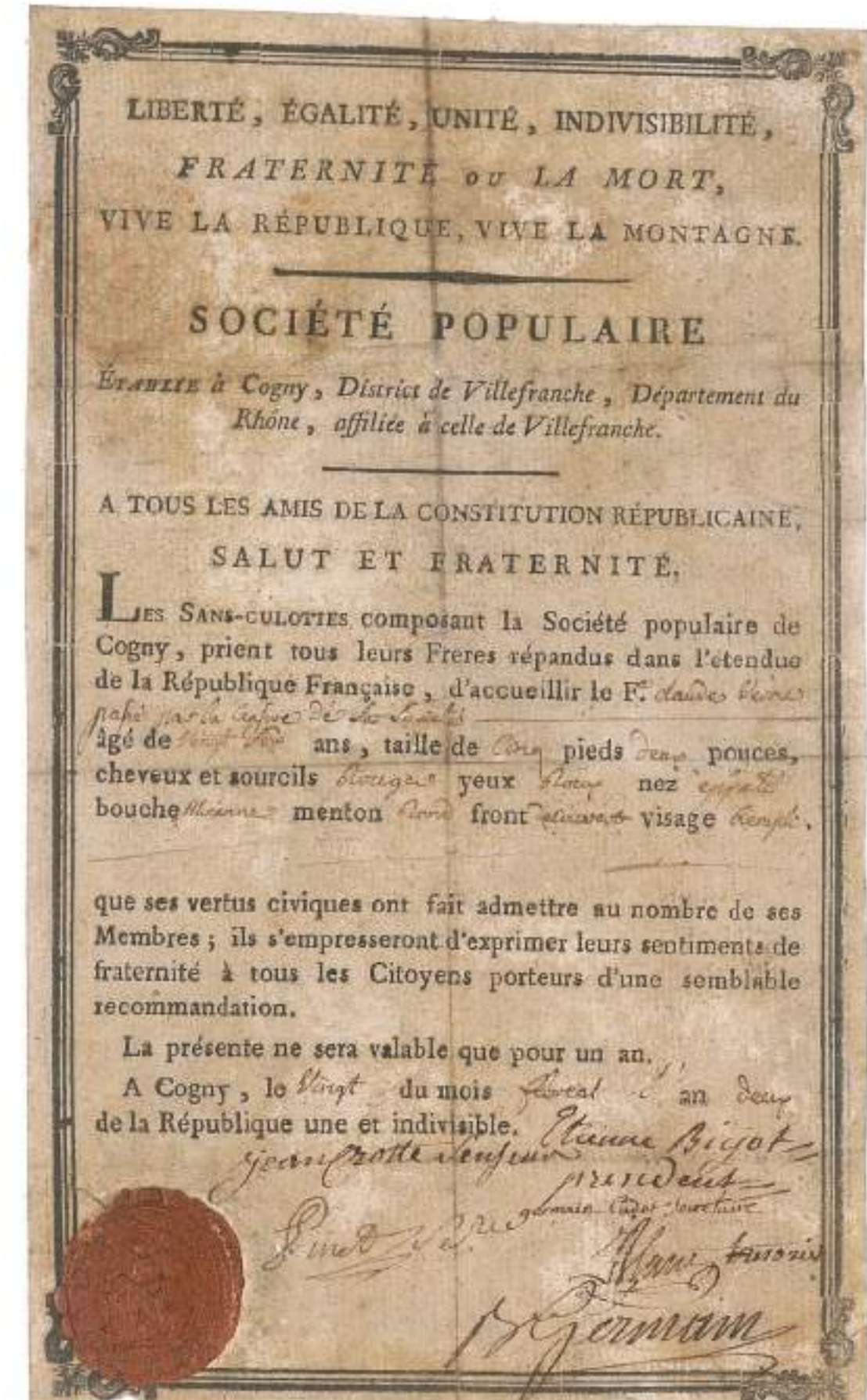
Réflexions d'un véritable républicain, 1793.
Arch. dép. métr., 1L377



Prenez-y garde ou avis à toutes les assemblées d'élection, 1789.
Arch. dép. métr., 1J1989

Tableau de la population active du district de Villefranche, 1791.

Paroisses	Population		Paroisses	Population	
	En hommes Adultes et de plus	Active		En hommes Adultes et de plus	Active
Villefranche	4616	810	Cotal de la courbe	12254	1835
Affronce ou pierre de la montagne	490	59	Orbainville	128	19
Baguette	950	108	Orbainville	1211	132
Chéz	496	31	Orbainville	476	88
Chéz	496	31	Orbainville	349	43
Chéz	496	31	Orbainville	418	43
Chéz	496	31	Orbainville	490	91
Chéz	496	31	Orbainville	2050	203
Chéz	496	31	Orbainville	435	50
Chéz	496	31	Orbainville	17814	2604



Diplôme d'adhésion à la Société populaire de Cogne, 1794.
Arch. dép. métr., 1J1620

La place *des* femmes

En 1789, les femmes jouent un rôle essentiel dans les événements révolutionnaires comme lors de la prise de la Bastille le 14 juillet. Les 5 et 6 octobre suivants, plus de 7 000 Parisiennes marchent sur Versailles pour réclamer du pain. Rejointes par des députés émeutiers, elles provoquent le retour et l'installation du roi à Paris.



Avant garde des femmes allant à Versailles, estampe anonyme, 1789.
Papier, gravure coloriée.
Musée de la Révolution française-Domaine de Vizille,
Département de l'Isère, 1985-433

Les femmes sont des citoyennes « passives », sans droits civiques même si la loi sur le divorce de septembre 1792 les reconnaît comme des individus juridiques libres de dénouer le contrat conjugal.

Seules quelques grandes figures féminines peuvent réellement s'exprimer comme Olympe de Gouges ou Manon Roland, égérie des Girondins. Au même titre que les hommes, elles sont condamnées et exécutées en 1793 pour des raisons politiques.



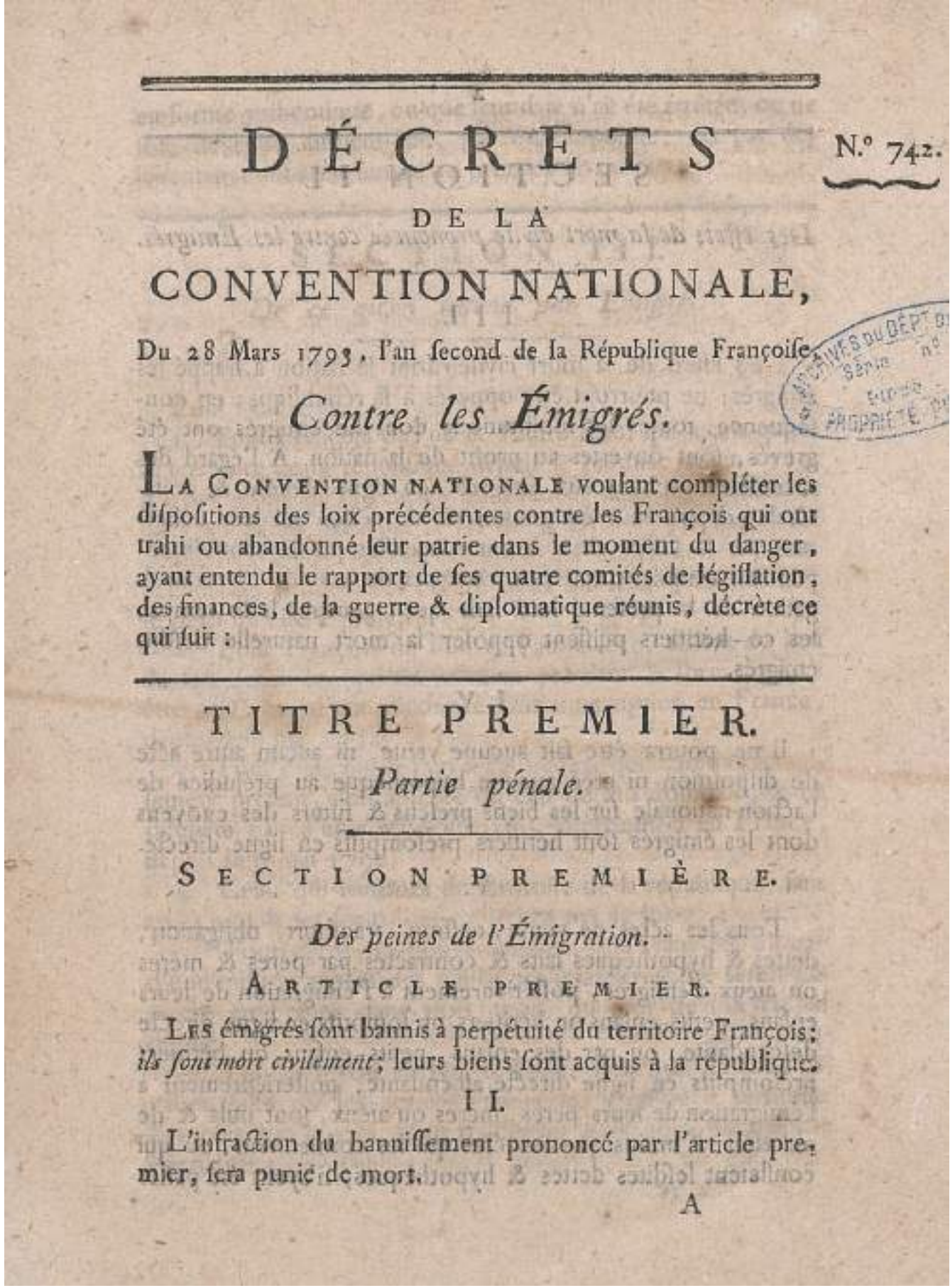
Portrait de Madame Roland (1754-1793).
Arch. mun. Villefranche 1F197/5

“ La femme a le droit de monter sur l'échafaud ; elle doit avoir également celui de monter à la Tribune „

Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne, article 10, Olympe de Gouge, 1791.

et réprimer l'opposition

Les émigrés



Décrets de la Convention nationale
contre les Émigrés, 28 mars 1793.
Arch. dép. métr., 1Q4

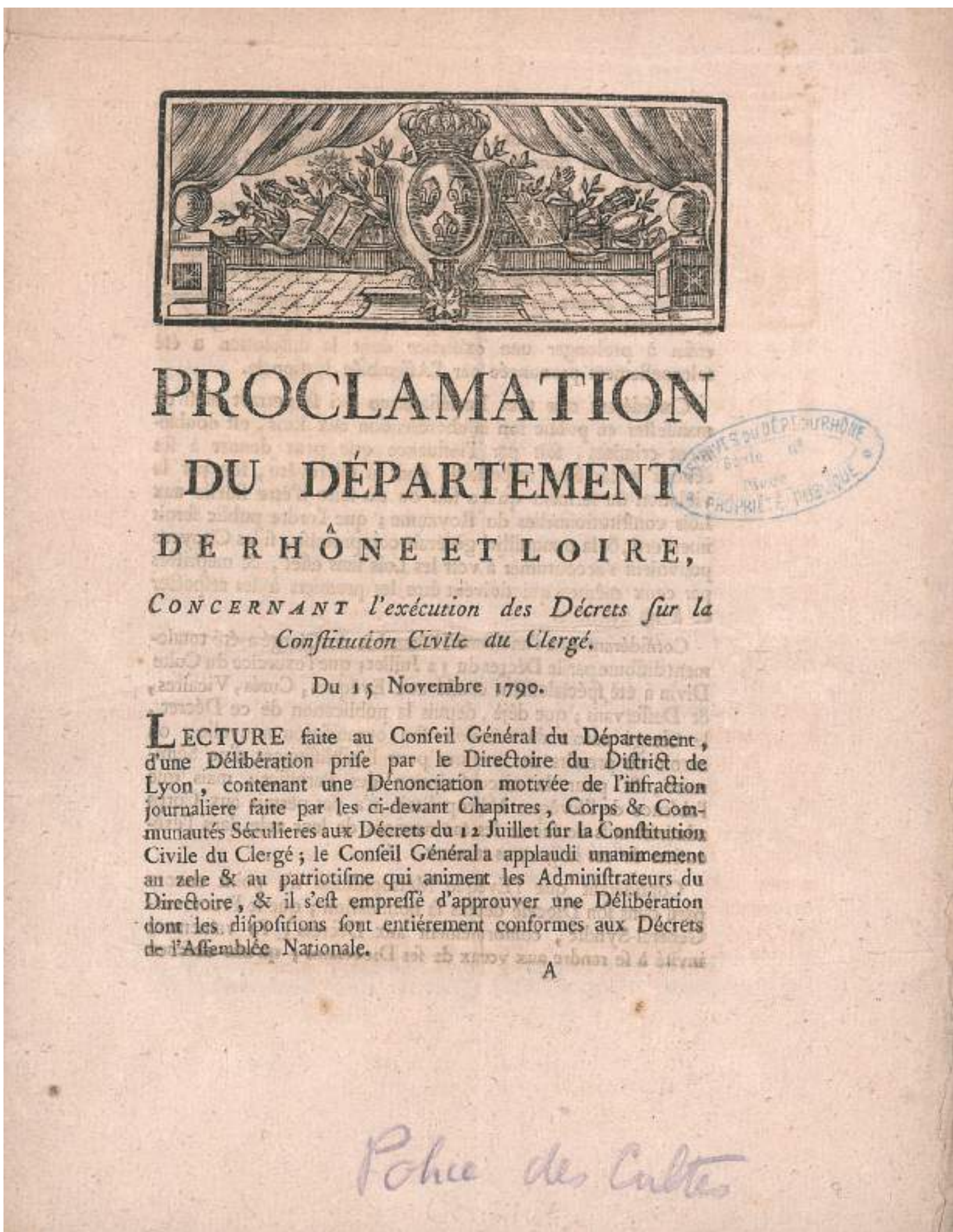


*Les réfractaires allant à
la terre promise*, estampe
anonyme, s.d.
© Coll. Musée de la
Révolution française
- Domaine de Vizille,
Département de l'Isère,
1985.36

Dans ce nouvel espace de liberté, certains citoyens sont pourtant accusés et poursuivis en raison de leur statut, de leurs idées ou de leurs actions. Jusqu'en 1792, il s'agit surtout des nobles partis se réfugier à l'étranger et des prêtres réfractaires : les émigrés.

S'y ajoutent progressivement des militaires, des bourgeois et des gens du peuple qui fuient par peur des réformes. La politique menée envers ces émigrés se durcit à partir de 1792 car la France est entrée en guerre. Ils ne sont plus considérés comme des citoyens français et risquent la peine de mort s'ils reviennent sur le territoire.

Le clergé et l'Église



L'abolition des privilèges et le désir d'égalité remettent en cause la position du clergé catholique. Le catholicisme n'est plus la religion d'État mais un culte parmi d'autres.

Dès 1789, l'Assemblée nationalise les biens du clergé pour les vendre et résoudre la crise financière. Le 12 juillet 1790, l'Assemblée constituante réforme l'organisation de l'Église : c'est la Constitution civile du clergé.

Proclamation pour l'exécution
de la Constitution civile du clergé,
15 novembre 1790.
Arch. dép. métr., 1L1082

“ Vous anéantirez tous les symboles extérieurs de la religion, qui couvrent les chemins et places publiques, parce que les chemins et places publiques sont la propriété de tous les Français „

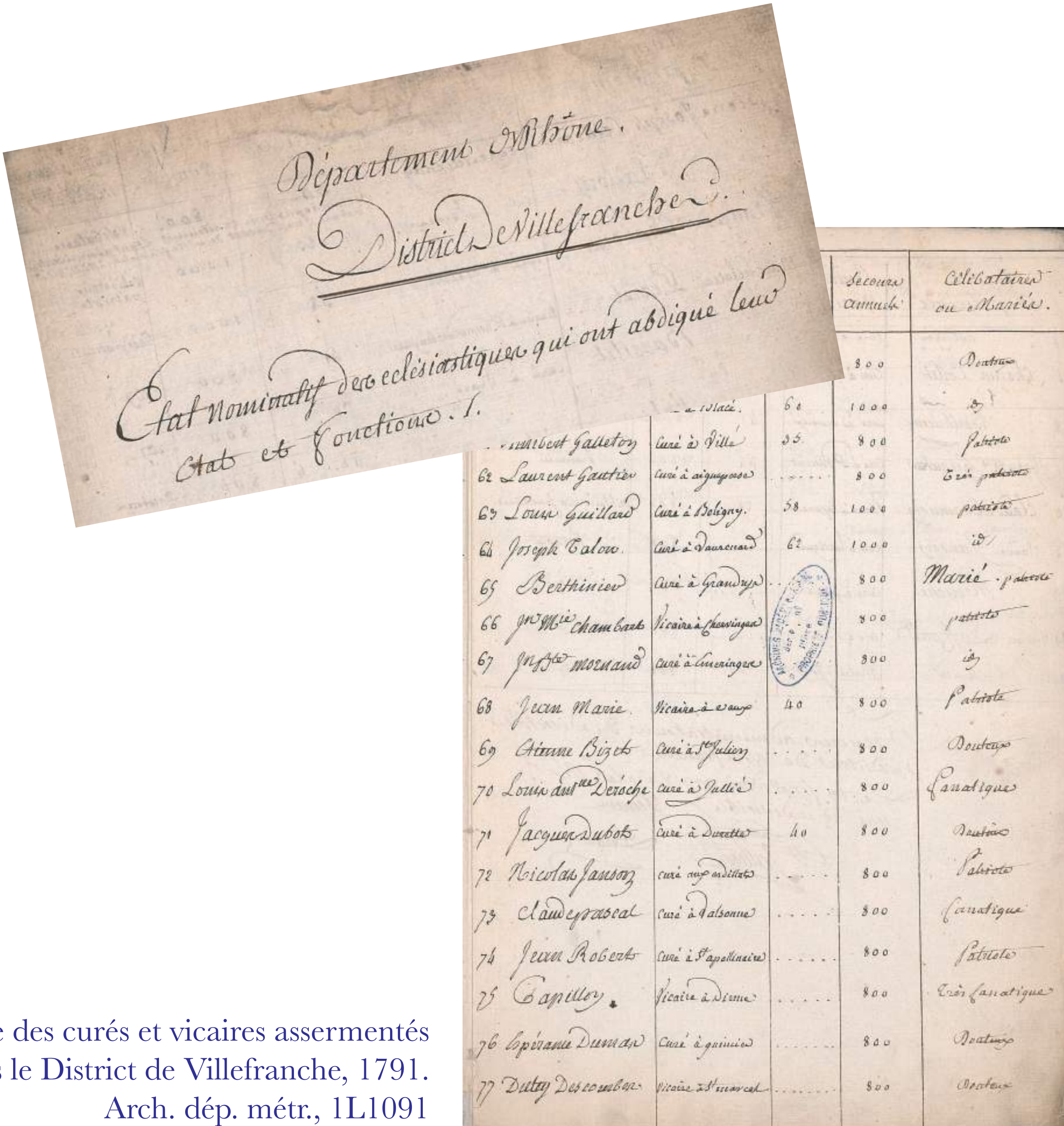
Instruction adressée aux autorités constituées des Départements de Rhône et de Loire
par la Commission temporaire de surveillance républicaine, 16 novembre 1793.
Arch. dép. métr., CM186

Prêtres et évêques deviennent des fonctionnaires élus par les citoyens ; ils doivent prêter serment de fidélité à la nation. Cette obligation, acceptée par le roi mais rejetée par le pape, divise profondément le clergé entre les « jureurs » qui acceptent le serment et les « réfractaires » qui le refusent. Lorsqu'ils n'ont pas émigré, ces derniers sont emprisonnés, déportés ou condamnés à mort.

Cette crise provoque en 1793-1794 une grande vague de violences contre le culte catholique.



Assiette représentant un prêtre jureur, 1791.
© Coll. Musée de la Révolution française-Domaine de Vizille,
Département de l'Isère, 2002.5.103



Liste des curés et vicaires assermentés
dans le District de Villefranche, 1791.
Arch. dép. métr., 1L1091

Refuser *la parole* et **réprimer** l'opposition

La justice

La nouvelle organisation judiciaire mise en place à la Révolution pose les bases de l'organisation actuelle. Mettant fin à la complexité des juridictions d'Ancien Régime, elle instaure un tribunal de paix par canton, un tribunal de district pour les affaires de plus grande importance et, à partir de 1792, un tribunal criminel par département avec un jury de citoyens.

La Terreur renforce cette organisation avec une justice d'exception (1793-1794) particulièrement présente à Lyon après la prise de la ville en octobre 1793 : une Commission militaire pour juger ceux qui ont pris les armes contre la Convention et une Commission de justice populaire pour les autres rebelles.



Jugement de la Commission révolutionnaire, condamnations, 29 décembre 1793. Arch. dép. métr., 42L30/1

Liste générale des contre-révolutionnaires mis à mort à Commune-Affranchie, 1793-1794. Arch. dép. métr., 1J52

“ *Autant la Justice du peuple doit s'appesantir sur les traîtres [...] autant elle doit rechercher l'innocence* „

Jugement de la Commission révolutionnaire du 5 décembre 1792. Arch. dép. métr., 42L27

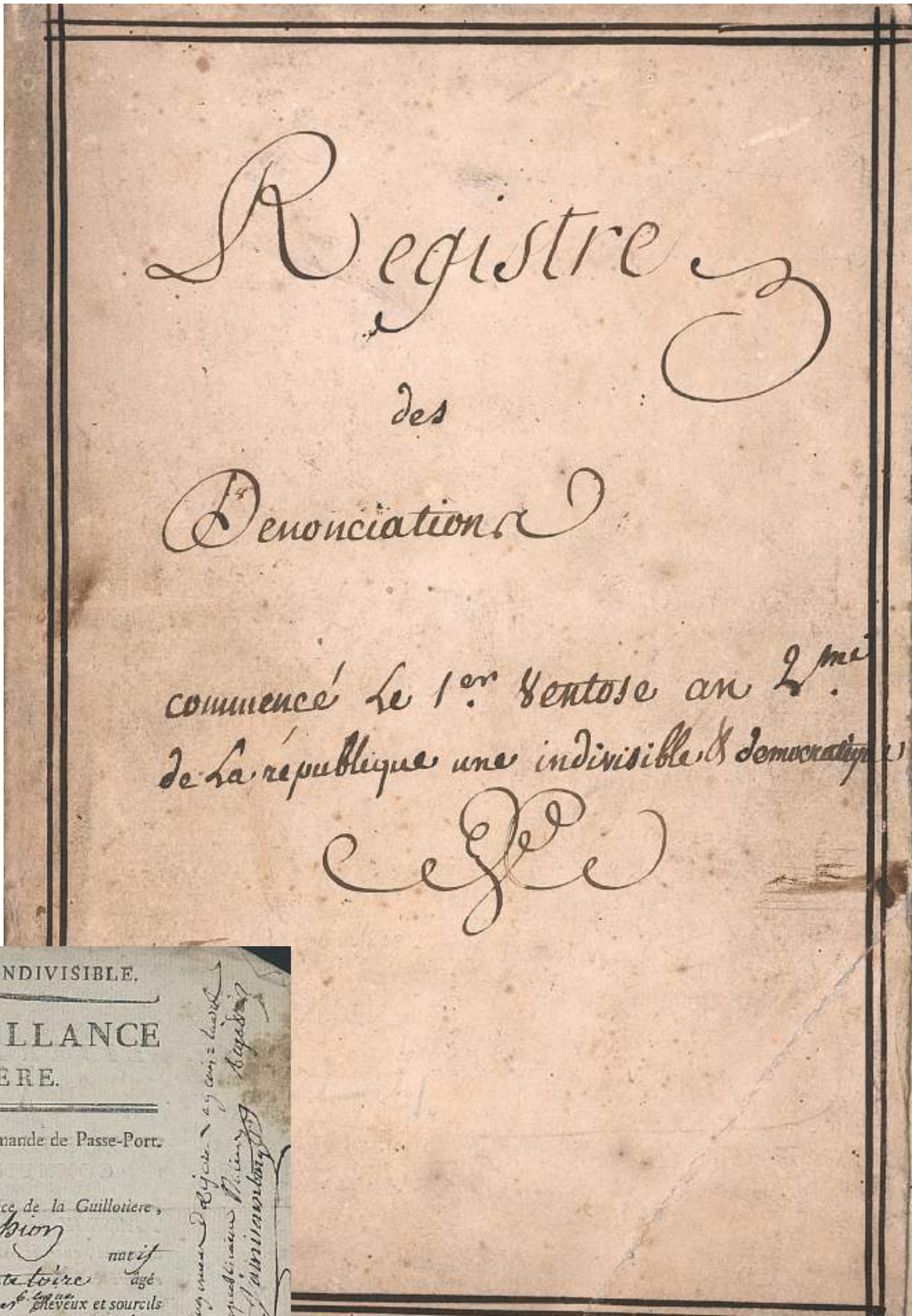
Les comités révolutionnaires

Le décret du 31 mars 1793 institue un comité révolutionnaire, ou comité de surveillance, dans chaque commune. Ces comités se composent de 12 membres élus parmi les citoyens les plus patriotes. Au départ, ils doivent seulement dresser la liste des « étrangers » à la commune. Dès septembre 1793, leur rôle et la surveillance qu'ils exercent sur le territoire s'intensifient : ils dressent la liste des personnes suspectes, délivrent les certificats de civisme obligatoires pour accéder aux fonctions publiques et procèdent aux arrestations. Leur contrôle échappe vite aux autorités locales. Ils sont supprimés dès 1795.

À Lyon, au printemps 1793, les factions girondines et montagnardes se disputent le contrôle des comités révolutionnaires, ce qui aboutit à l'insurrection du 29 mai.

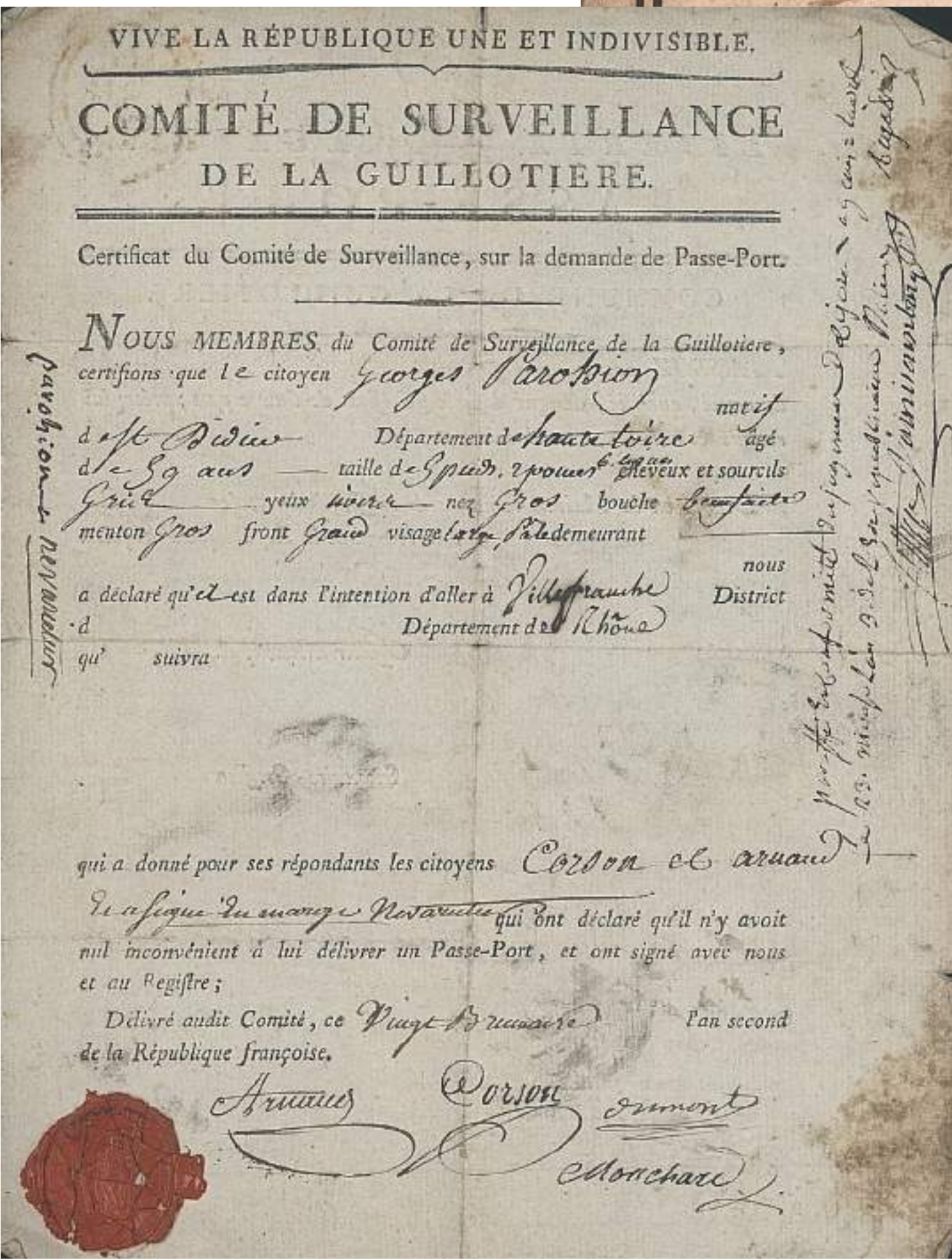


L'intérieur d'un comité révolutionnaire sous le régime de la terreur, 1793-1794. © Coll. Musée de la Révolution française-Domaine de Vizille, Département de l'Isère, L 1984.253.2.36



Registre des dénonciations du comité de Collonges, 1794. Arch. dép. métr., 32L21

Passeport délivré par le comité de la Guillotière pour Georges Passeron, 1793. Arch. dép. métr., 37L37



Le siège de Lyon

Les causes du siège

Au niveau national, deux factions républicaines radicales s’opposent au printemps 1793 : les Girondins et les Montagnards ou Jacobins. Alors qu’à Paris les Montagnards l’emportent, à Lyon ce sont les Girondins – ou « Rolandins » du nom de Roland de La Platière – qui renversent la municipalité jacobine le 29 mai 1793. La municipalité lyonnaise est donc bien républicaine mais sa politique apparait en totale opposition avec celle de la Convention nationale à Paris qui la considère comme royaliste malgré la politique révolutionnaire modérée qu’elle mène depuis 1790.

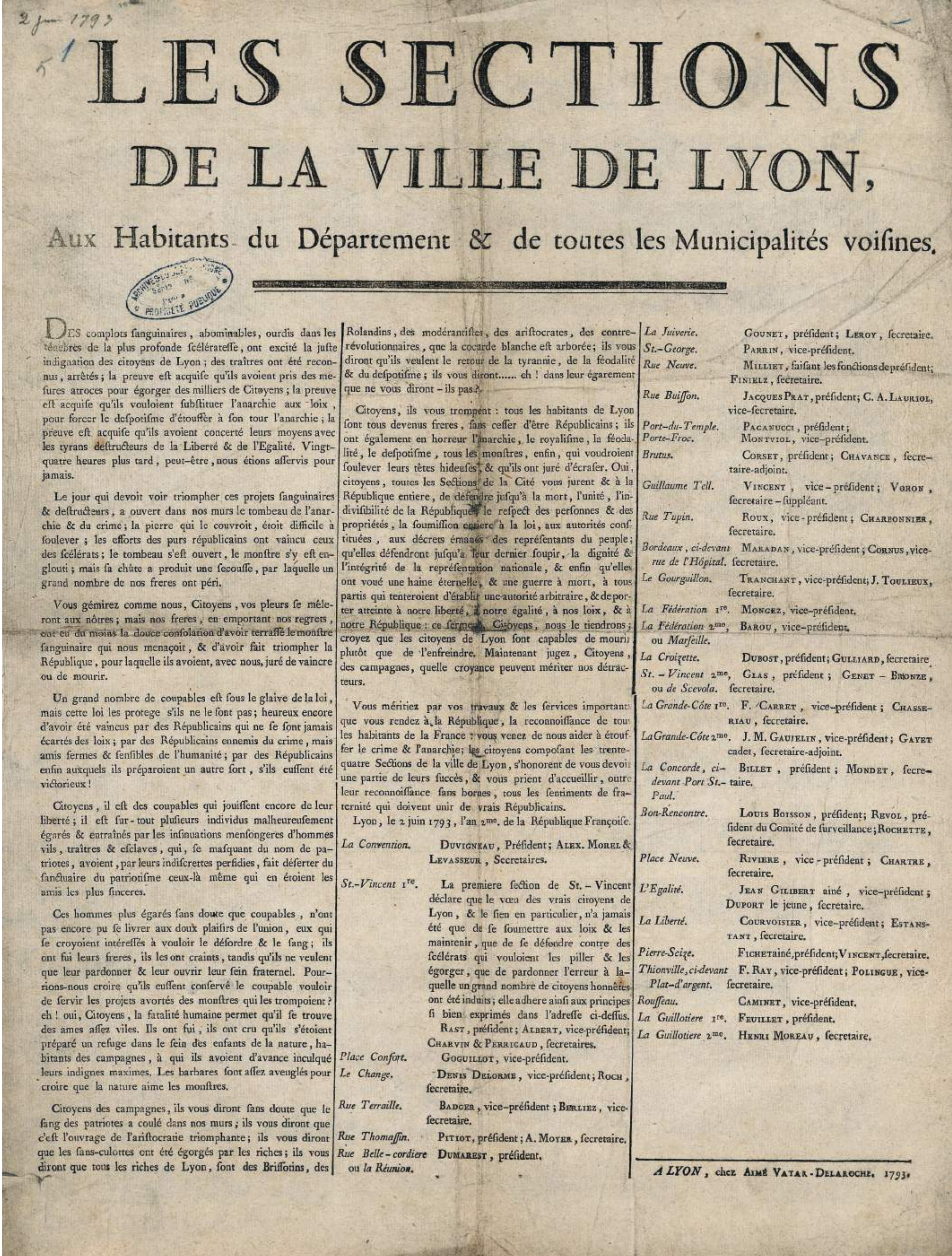
Lyon est encore plus suspecte en raison de sa proximité géographique avec les territoires suisses et le royaume de Piémont-Sardaigne où se sont réfugiés bon nombre d’émigrés. La réputation de Lyon et la lutte pour le pouvoir municipal sont les principales causes du siège.

“ **Aristocrates, feuillantins, rollandins, modérés, égoïstes, égarés, tremblez, le peuple est debout ,**

Extrait du « Serment des trois cents républicains » cité dans le procès-verbal du procès de Chalier, 1793. Arch. dép. métr., 42L56

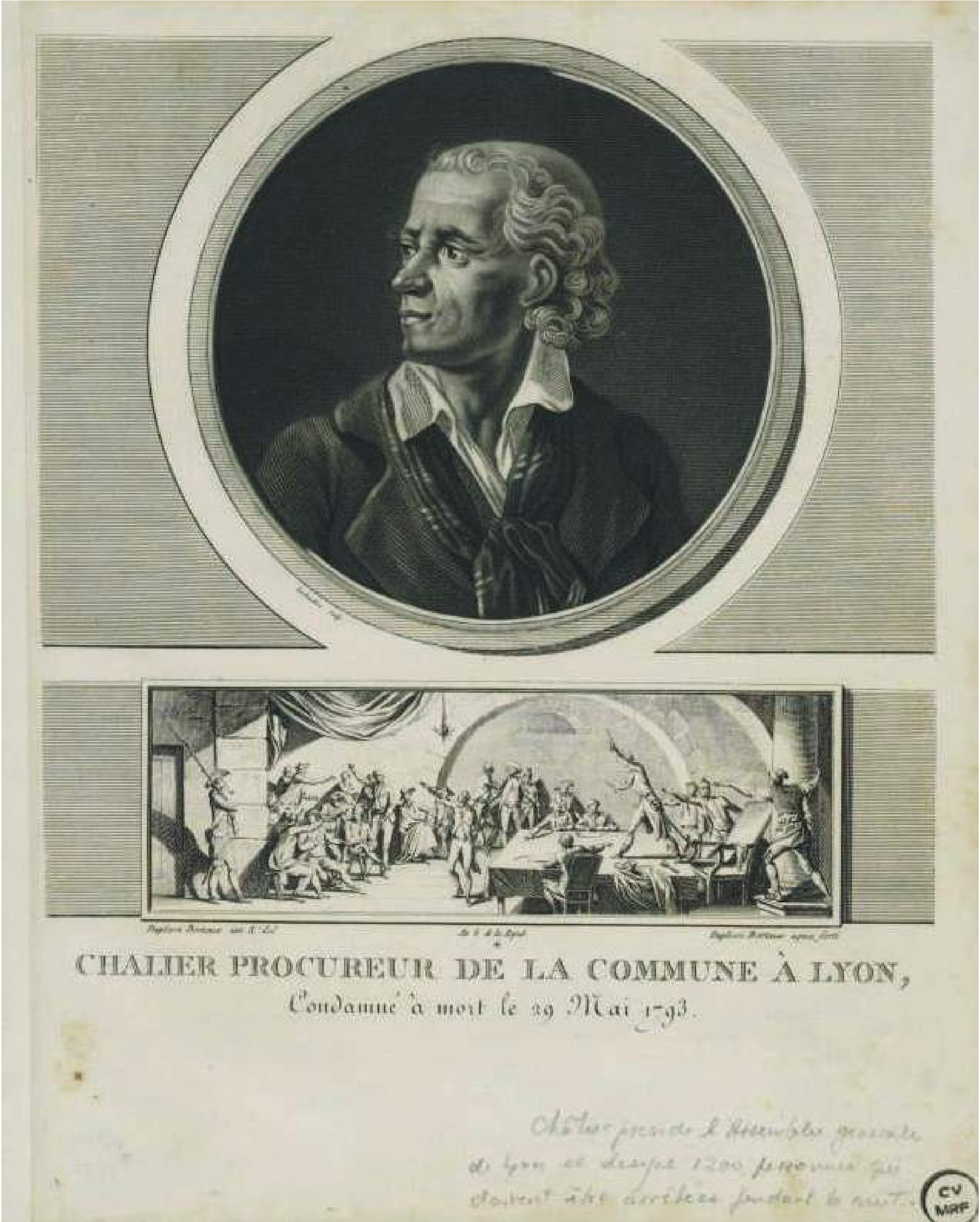
En février 1793, l’affrontement éclate entre le maire Nivière-Chol, soutenu par les autorités départementales, et Chalier, conseiller municipal radical. En mars, Bertrand, proche de Chalier, est élu maire. La nouvelle municipalité met en place des mesures sévères pour éliminer tous ceux qu’elle considère comme des contre-révolutionnaires : « agioteurs, accapareurs, riches, capitalistes, insoucians ».

Mais le 19 mai, lors des élections des comités de surveillance, ce sont des citoyens modérés provenant des sections de la ville qui sont majoritairement élus. En réaction, la municipalité réprime les sections, qui décident alors d’agir avec le département de Rhône-et-Loire. Le 29 mai, leurs bataillons marchent sur la municipalité, Chalier et ses partisans sont arrêtés. Cette journée fait des dizaines de morts et des centaines de blessés. Après un rapide procès, Chalier est guillotiné le 16 juillet 1793.



Affiche des sections de la ville de Lyon aux habitants relative aux événements du 29 mai, 2 juin 1793.

Arch. dép. métr., 1L375/2



Portrait de Joseph Chalier, 1798-1799. © Coll. Musée de la Révolution française-Domaine de Vizille, Département de l'Isère, 1984.35

1793

9 mars 1793

Bertrand, proche de Chalier, est élu maire

29 mai 1793

Chalier est arrêté

16 juillet 1793

Chalier est guillotiné

Le siège de Lyon

Lyon, une ville assiégée (7 août-9 octobre 1793)

Une municipalité provisoire, favorable à la constitution de la République, se forme le 30 mai 1793 pour remettre de l’ordre dans la ville. Malgré cela, la Convention nationale décrète le 12 juillet que Lyon est en état de rébellion.

Le 7 août 1793, Lyon est mis en état de siège par les troupes de la Convention dirigées par le général Kellermann ; la défense de la ville est assurée par le général Précý.



Portrait en pied de François Étienne Christophe Kellermann, s.d.
© Coll. Musée de la Révolution française-Domaine de Vizille,
Département de l'Isère, 1986.123



Portrait de Louis François Perrin de Précý, 1825.
Arch. dép. métr., FGD813

Les premiers affrontements commencent, notamment sur la ligne de défense de la Croix-Rousse. Les bombardements de la ville débutent dans la nuit du 22 août, touchant principalement la Presqu’île. Des boulets, rougis au feu pour causer des incendies, sont tirés. Après chaque bombardement, il est demandé aux Lyonnais de se rendre.

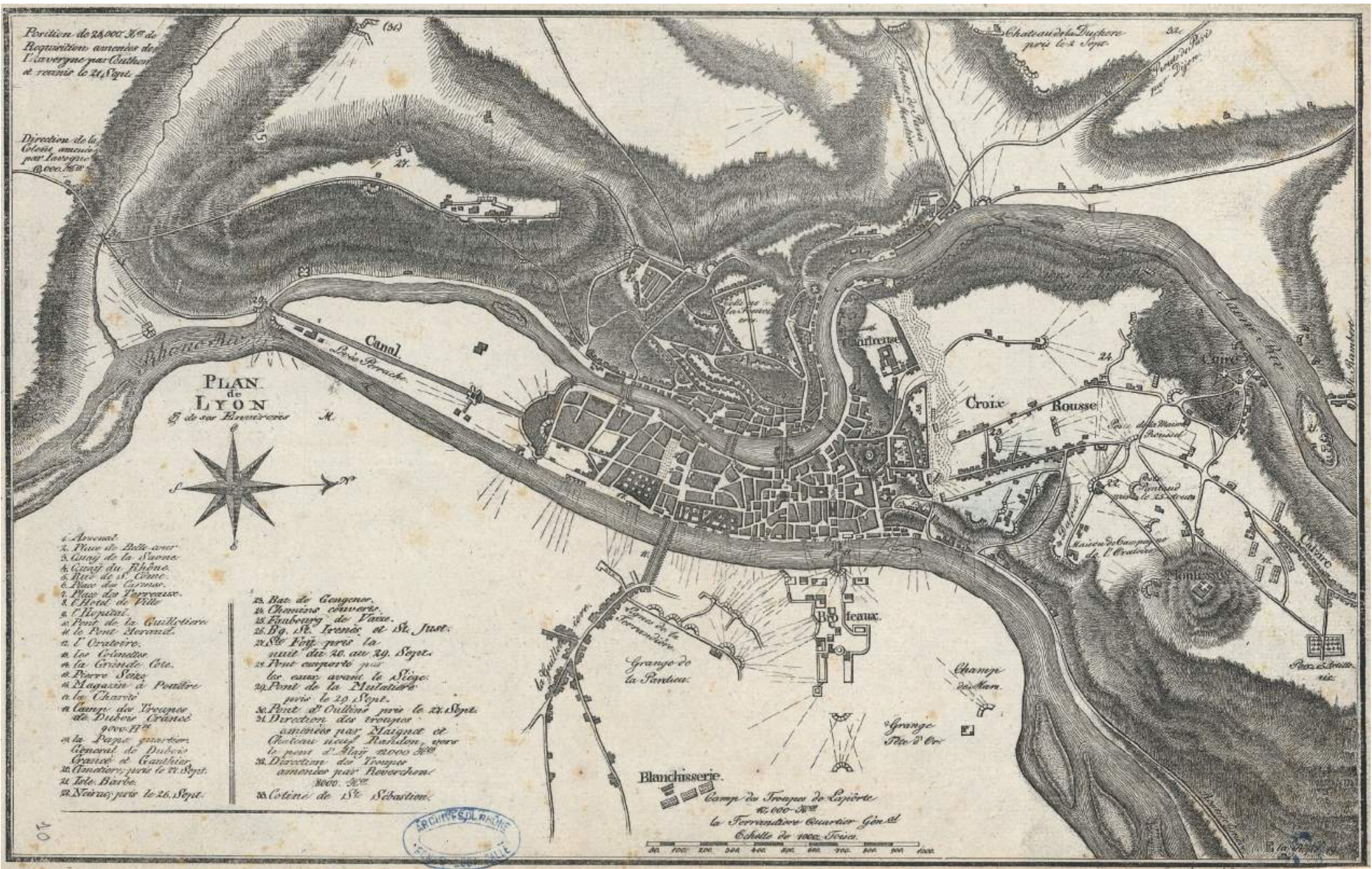
Dès le 24 août, la quasi-totalité des quartiers sont touchés, les difficultés s’accumulent et la famine s’installe. Après la prise du quartier de Saint-Just le 8 octobre, la résistance est devenue impossible. Précý et ses hommes, accompagnés de leurs familles, effectuent une sortie en force par Vaise le 9 octobre au matin. L’armée conventionnelle prend la ville, le siège est terminé.

“ Ces barbares contemplent avec une joie cruelle les flammes qui dévorent quelques parties de la cité „

Bulletin du département de Rhône-et-Loire, 29 août 1793.
Arch. dép. métr., 1L380



Vue de la ville de Lyon, eau-forte coloriée d'une vue d'optique du siège de la ville de Lyon par l'armée républicaine en octobre 1793.
Arch. dép. métr., 4F167



Plan de Lyon et des environs à la Révolution, s.d.
Arch. dép. métr., FGA114/10a

7 août 1793
Début du siège de Lyon

9 octobre 1793
Entrée des troupes de la Convention dans Lyon

22 août 1793
Début des premiers bombardements sur Lyon

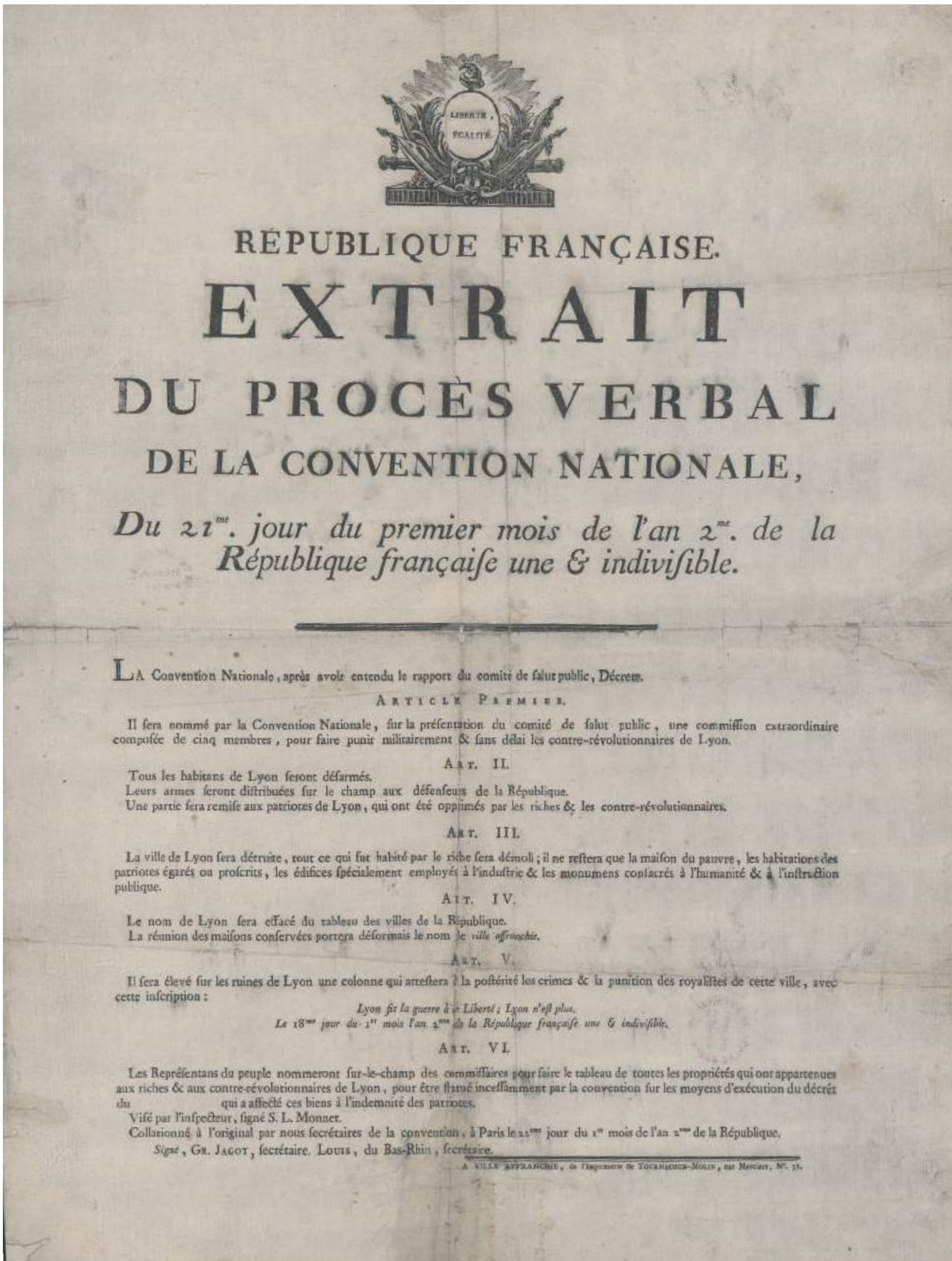
Le siège de Lyon

La répression

À partir d’octobre 1793 et jusqu’en avril 1794, la ville de Lyon est aux mains des armées de la Convention nationale et de ses représentants dont les plus célèbres et les plus impitoyables sont Fouché et Collot-d’Herbois. La ville, ses édifices, mais aussi les individus sont visés par la répression.

Le 12 octobre, la Convention nationale décrète que : « La ville de Lyon sera détruite, tout ce qui fut habité par le riche sera démoli. Le nom de Lyon sera effacé du tableau des villes de la République. La réunion des maisons conservées portera désormais le nom de Ville-Affranchie ».

Des centaines d’ouvriers sont employés à ces travaux de destruction qui ne s’arrêtent qu’en août 1794.



Décret de la Convention nationale condamnant la ville de Lyon et ses habitants, 12 octobre 1793. Arch. dép. métr., 1L984/2

“ **Quoi ! Les tribunaux ont fait tomber sous le poids de la vengeance nationale plus de 300 têtes dans un mois, et vous dites qu’elle n’est pas satisfaite !** „

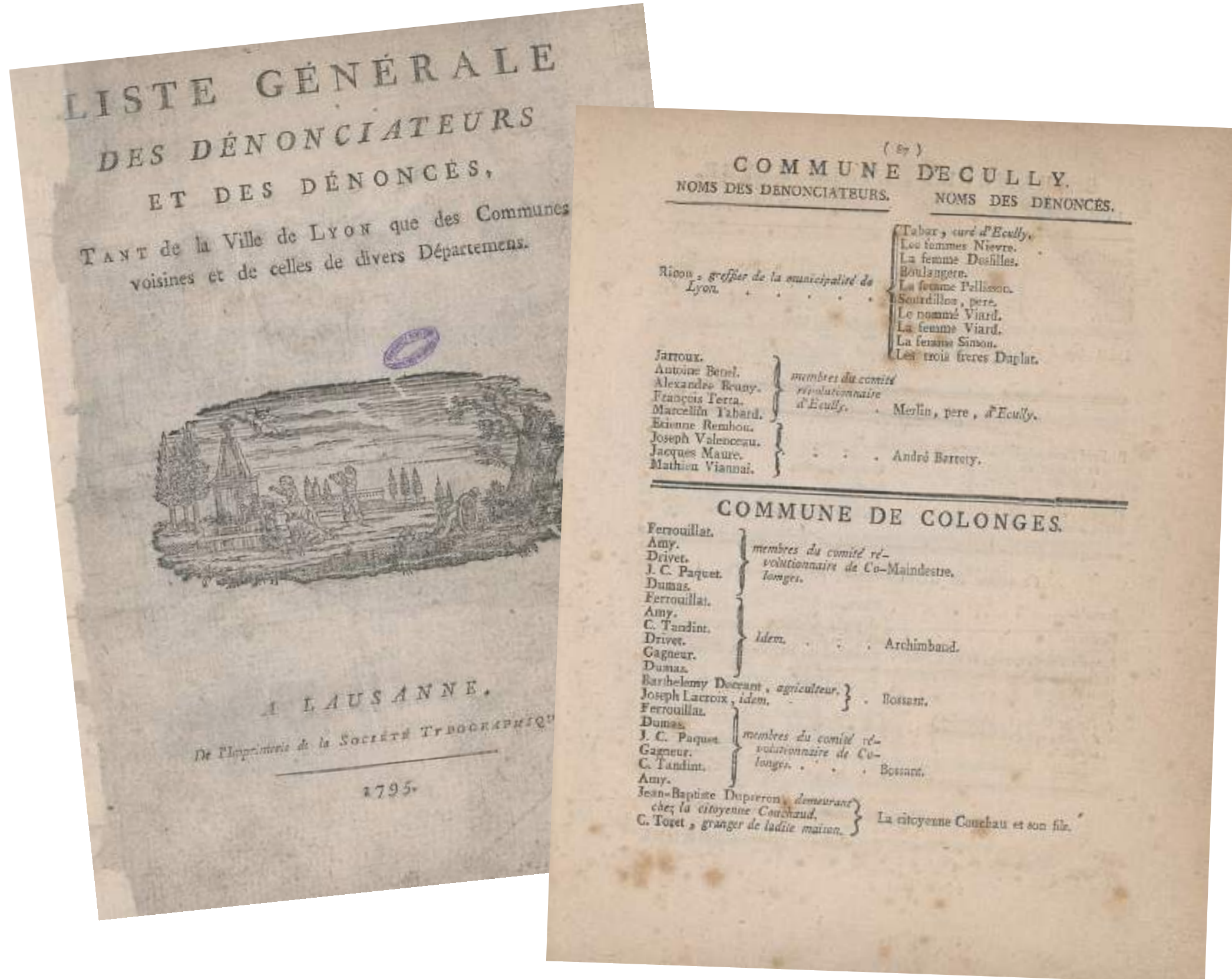
Les Citoyennes de Ville-Affranchie aux Représentants du peuple à Ville-Affranchie, le jour de l’inauguration du temple de la Raison, 1793. Arch. dép. métr., FGD748

Et après ?

Une justice d’exception est mise en place pour juger les « contre-révolutionnaires de Lyon ». D’octobre 1793 à avril 1794, près de 1 900 personnes sont condamnées à mort et fusillées, mitraillées aux Brotteaux ou guillotonnées sur la place des Terreaux.

L’exécution de Robespierre le 10 thermidor an II (28 juillet 1794) a des conséquences retentissantes dans toute la France. Les administrateurs de la Terreur, appelés « terroristes », sont pourchassés, jugés ou massacrés.

À Lyon, une *Liste des dénoncés et des dénonciateurs* est publiée. Le 4 mai 1795, les révolutionnaires girondins, royalistes et victimes de la répression massacrent sans jugement les terroristes et dénonciateurs lyonnais, appelés « Mathevons » dans les prisons de la ville.



Liste générale des dénonciateurs et des dénoncés de la ville, 1795. Arch. dép. métr., 8°L119

Les autorités locales sont impuissantes à maîtriser les débordements. Par arrêté du 2 février 1798, le Directoire met à nouveau Lyon et les faubourgs de la Croix-Rousse, de la Guillotière et de Vaise en état de siège.

Cette nouvelle épreuve explique l’accueil enthousiaste réservé à Napoléon Bonaparte lors de son passage à Lyon en 1799. À la suite des destructions, la pose de la première pierre de la place Bellecour le 29 juin 1800 ouvre une nouvelle page de l’histoire de Lyon.



Napoléon Bonaparte pose la première pierre de la reconstruction de Lyon, s.d. Arch. dép. métr., FGA126

12 octobre 1793
Décret de la Convention : « Lyon fit la guerre à la liberté, Lyon n’est plus »

8 novembre 1793
Arrivée de Fouché comme représentant du peuple à Lyon

4 et 5 décembre 1793
Mitraillade des Brotteaux

1794

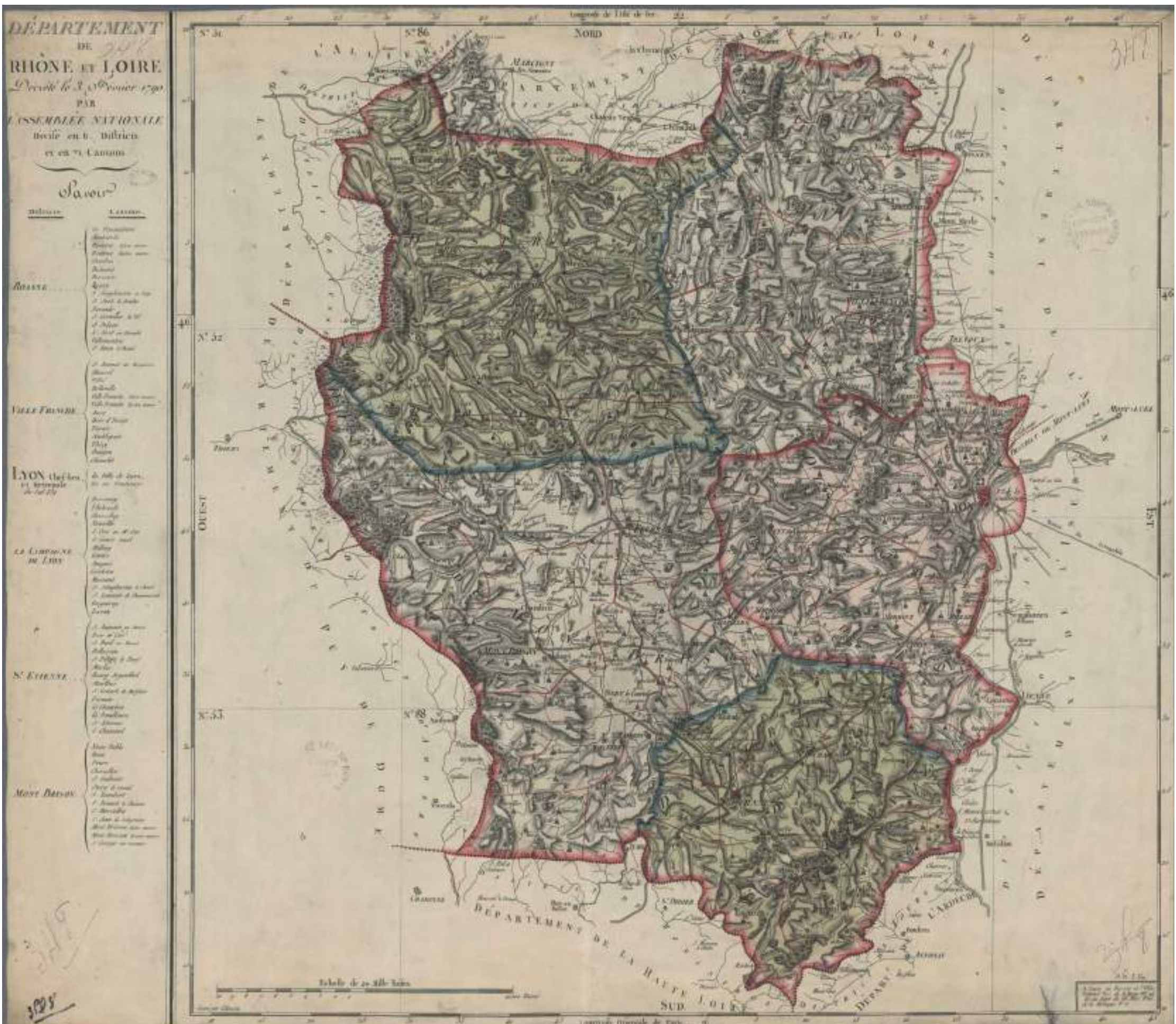
16 avril 1794
Dernières exécutions à Lyon

7 octobre 1794
Décret rendant son nom à Lyon

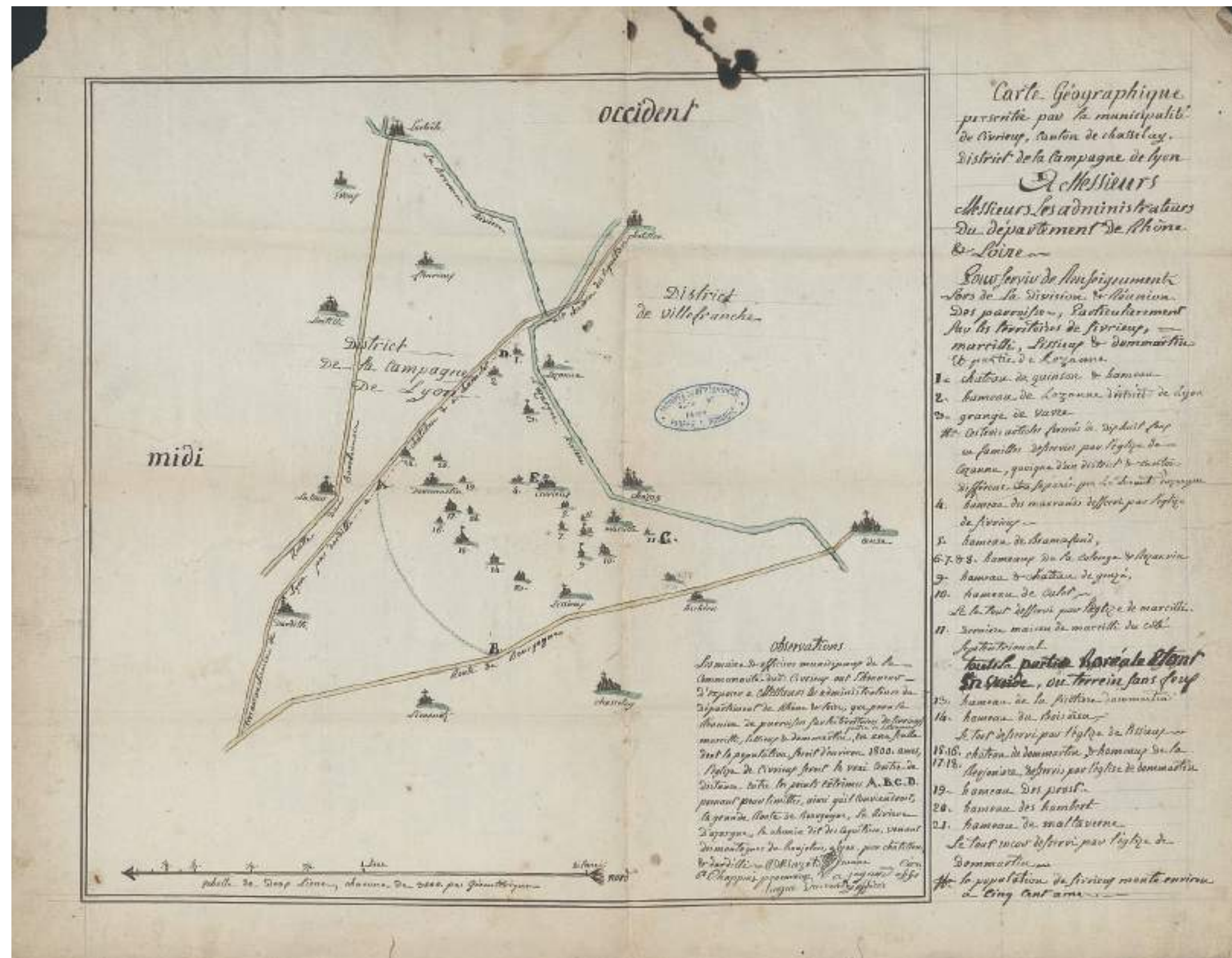
Redéfinir le territoire

Des paroisses aux communes

La France de 1789 est un enchevêtrement de structures hérité de plusieurs siècles d’histoire administrative. Au sein de la généralité de Lyonnais, Forez et Beaujolais, le territoire du futur Rhône est divisé en deux provinces, le Lyonnais et le Beaujolais. Les circonscriptions ecclésiastiques, judiciaires et fiscales s’y superposent. La Révolution élabore un maillage pyramidal unique, encore en place aujourd’hui. Mais les nouvelles administrations locales restent sous le contrôle d’un agent national.

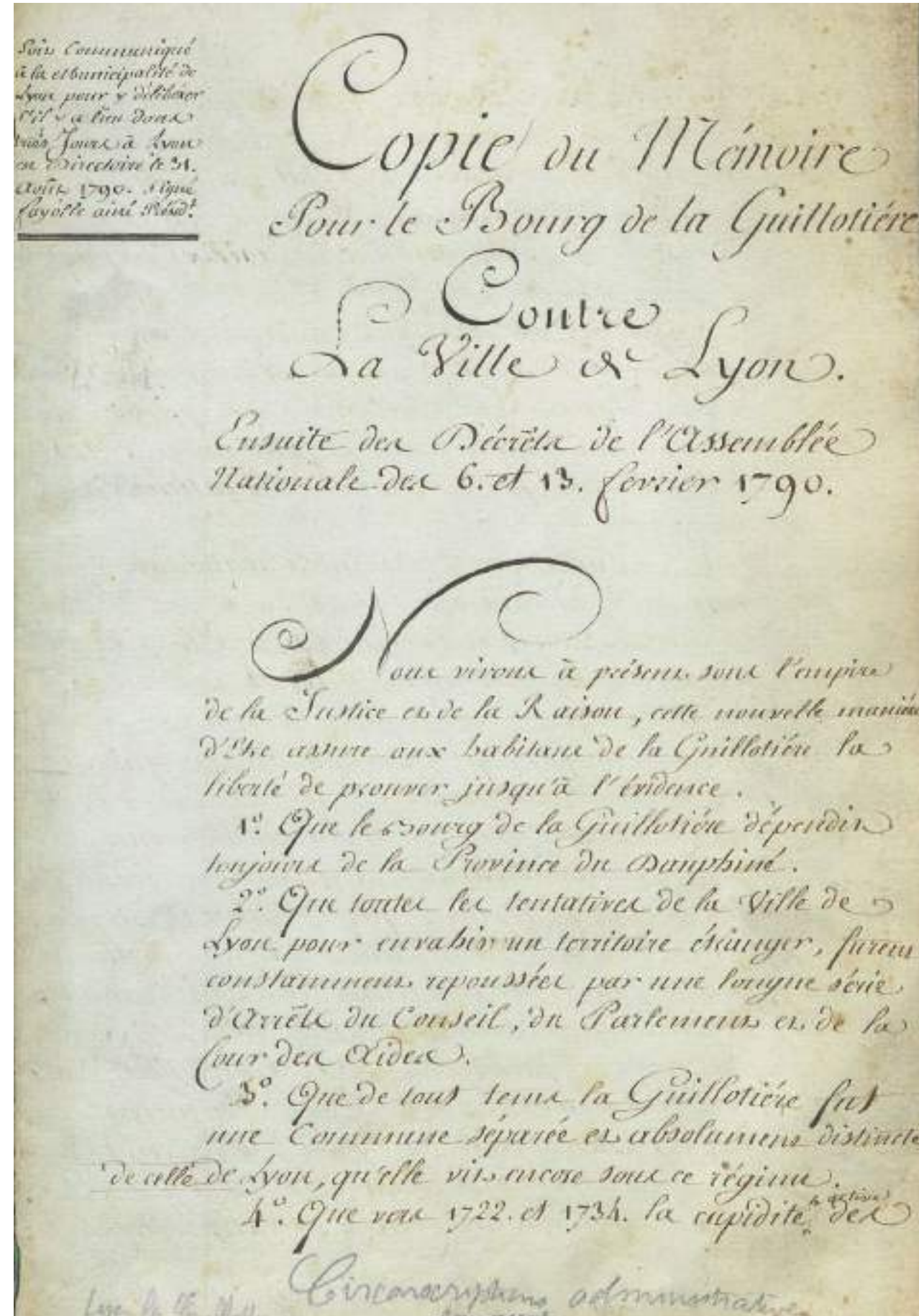


Atlas national de France. Département de Rhône-et-Loire. Fin XVIIIe-début XIXe siècle. Arch. dép. métr., 1F1216

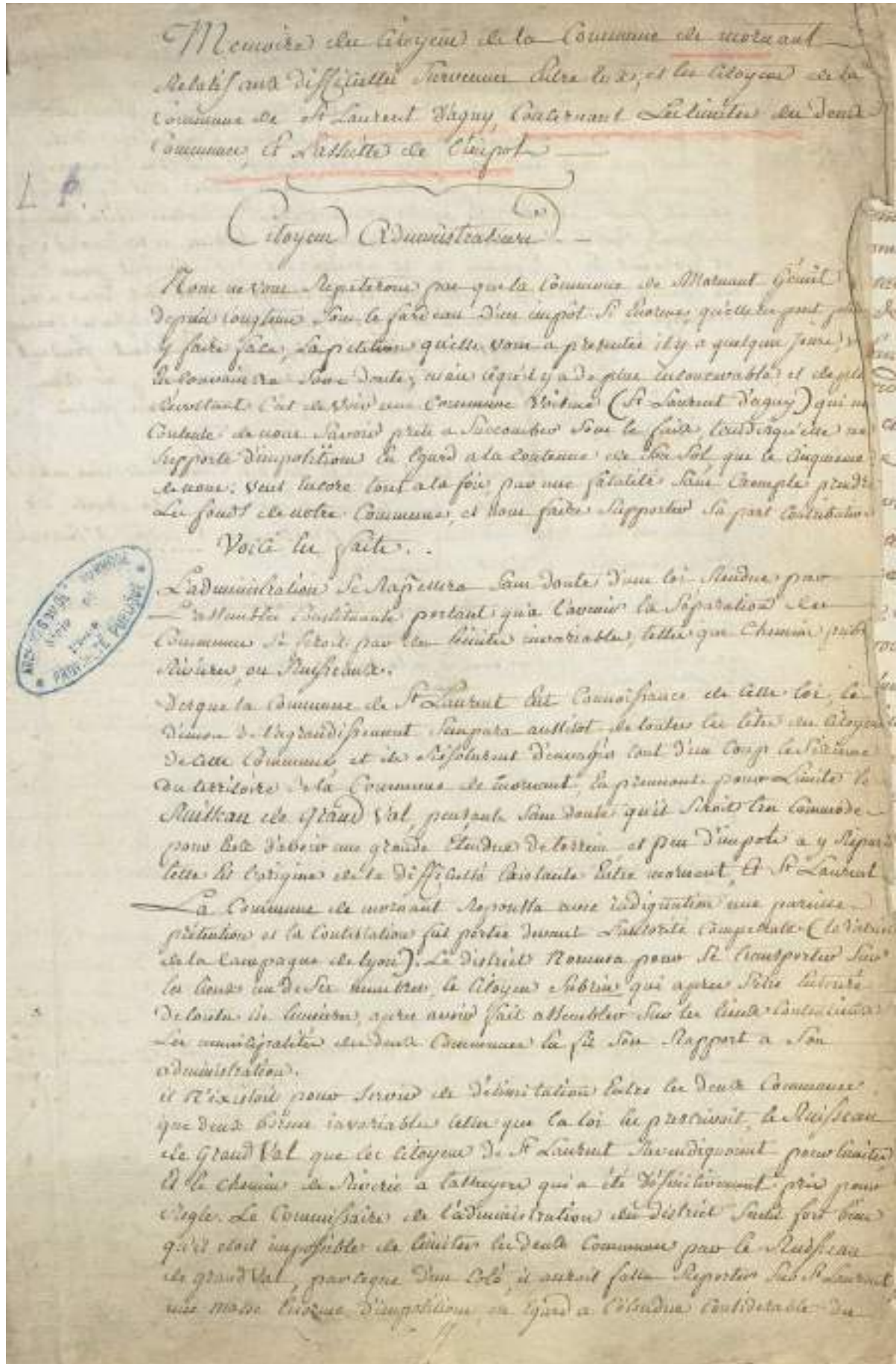


Carte géographique présentée par la municipalité de Civrieux pour servir de renseignements lors de la division et de la réunion des paroisses, [1790-1793]. Arch. dép. métr., 1L472

Dès le 12 novembre 1789, l’Assemblée constituante décrète « qu’il y aura une municipalité dans chaque ville, bourg, paroisse ou communauté de campagne » avant d’en organiser la composition et l’élection. Ces municipalités s’inscrivent souvent dans le périmètre des anciennes paroisses. Leur création suscite quelques oppositions : les habitants du bourg de La Guillotière, relevant du Dauphiné, refusent d’intégrer la municipalité de Lyon. Enjeu important pour la répartition de l’impôt, les délimitations soulèvent aussi des difficultés : la commune de Mornant accuse celle de Saint-Laurent-d’Agnay d’avoir choisi une limite lui permettant de payer moins d’impôts.



Copie du mémoire du Bourg de la Guillotière contre la Ville de Lyon, 1790. Arch. dép. métr., 1L471

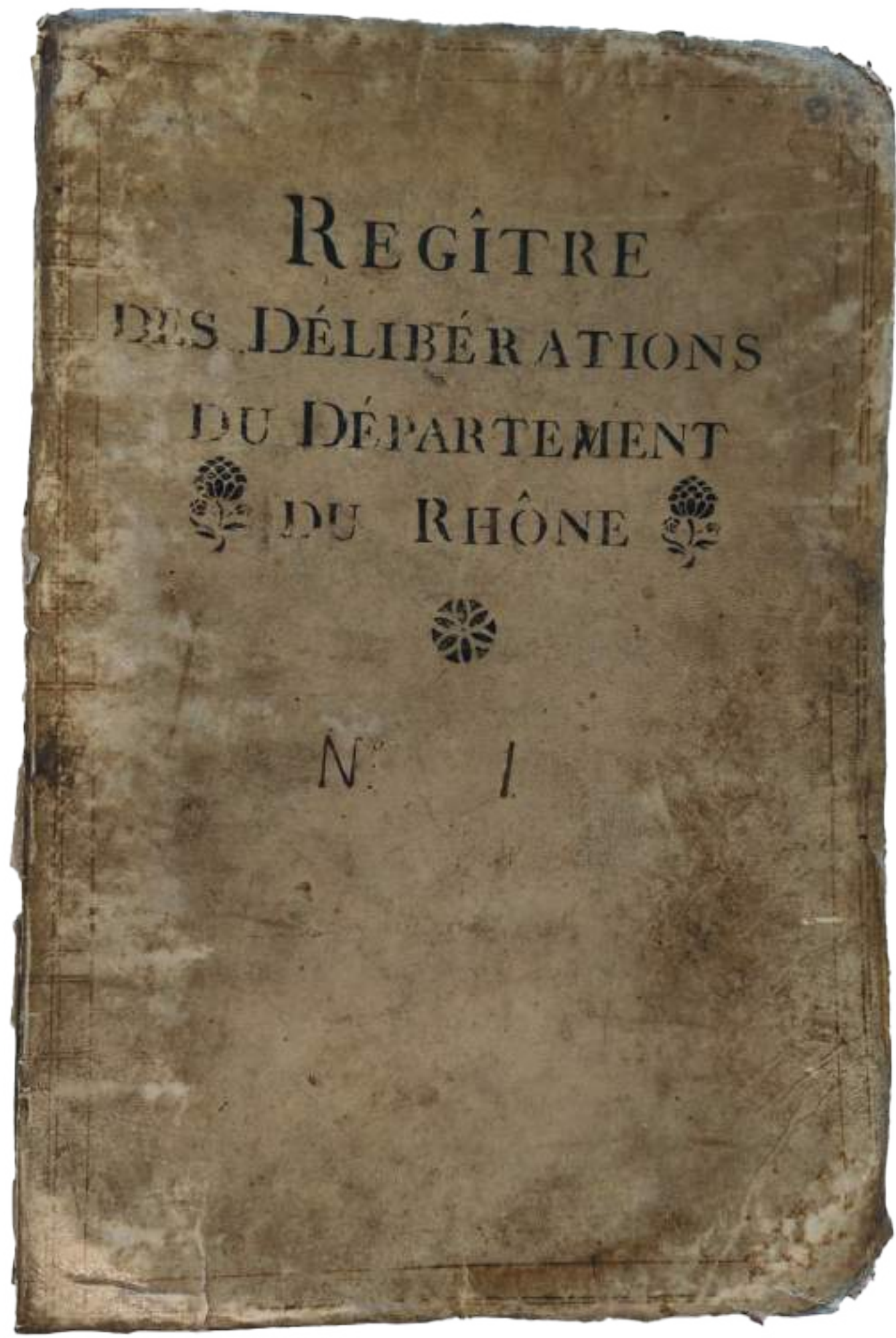


Mémoire des citoyens de Mornant concernant les difficultés liées à la délimitation avec la commune de Saint-Laurent-d’Agnay, 1797. Arch. dép. métr., 1L472

La création des départements

Le nouveau découpage territorial s’achève par le décret du 26 février 1790 qui crée 83 départements, échelon local le plus élevé, subdivisé en districts et en cantons. Beaucoup de départements, dont le Rhône-et-Loire, conservent le cadre des généralités de l’Ancien Régime. Chaque département possède un chef-lieu où se trouve le directoire du département ; pour le Rhône-et-Loire, il se situe à Lyon.

Après le siège de Lyon, la Convention souhaite réduire l’influence néfaste de la ville. Le décret du 19 novembre 1793 divise le Rhône-et-Loire en deux départements : le Rhône et la Loire.



Registre de délibérations du département du Rhône, 1793-1794. Arch. dép. métr., 1L115



Décret de séparation des départements de Rhône-et-Loire, novembre 1793. Arch. dép. métr., 1L468/1-2

“ La partie occidentale du ci-devant département de Rhône-et-Loire portera dorénavant la seule dénomination de département du Rhône „

Décret de la Convention nationale, 19 novembre 1793. Arch. dép. métr., 1L468

Aménager *un nouveau* cadre *de vie*

De nouvelles fêtes

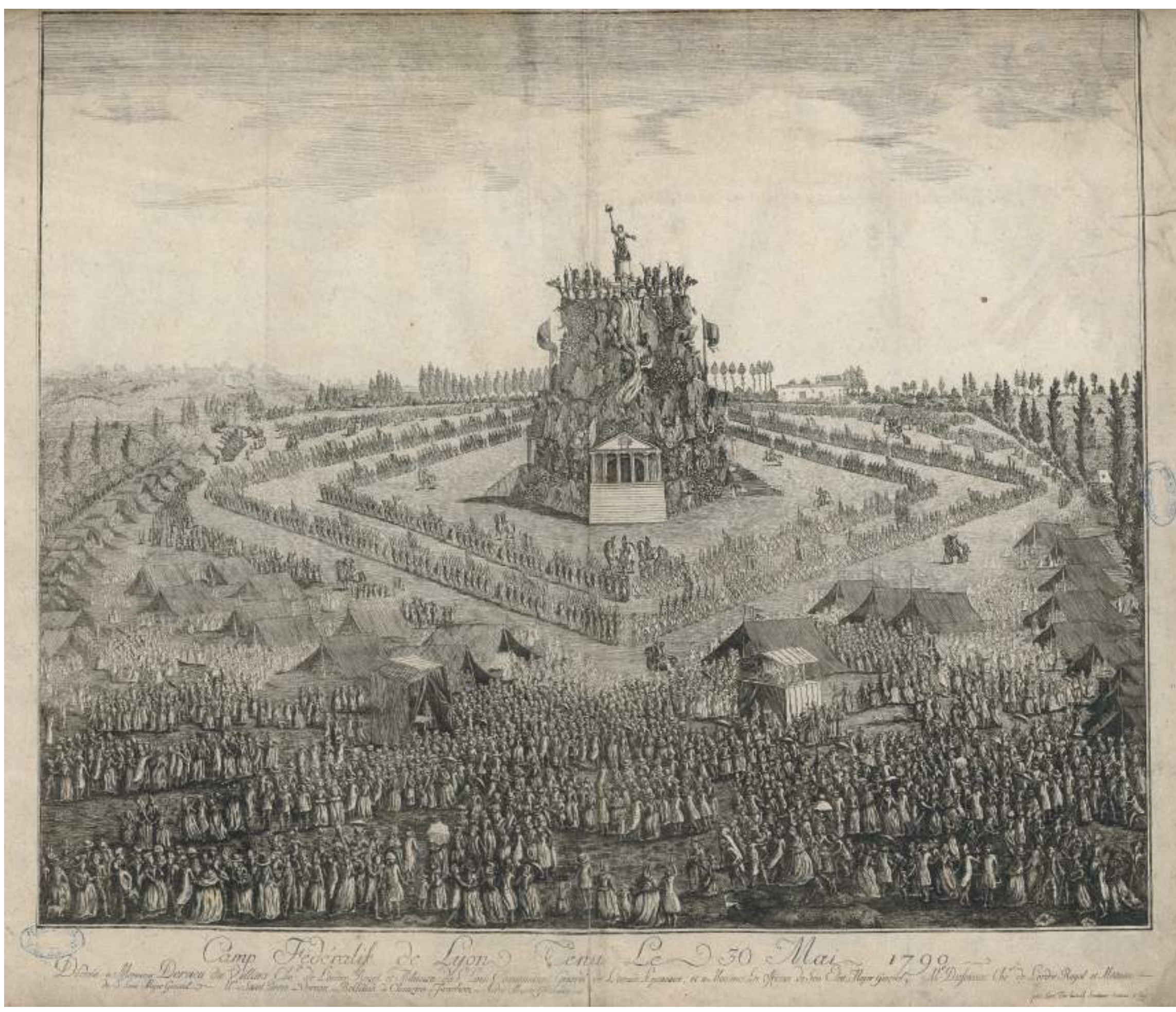
Dès 1790, des fêtes symboliques réunissent l'ensemble des citoyens autour de nouvelles valeurs et, à partir de 1793, remplacent les fêtes religieuses peu à peu abandonnées.

Les grandes dates de la Révolution font l'objet d'une célébration annuelle : fête de la Fédération (14 juillet), chute de la royauté (10 août), fondation de la République (22 septembre/1^{er} vendémiaire), juste punition du dernier roi (21 janvier).

Lyon est une des premières villes à tenir un camp fédératif le 30 mai 1790 aux Brotteaux.

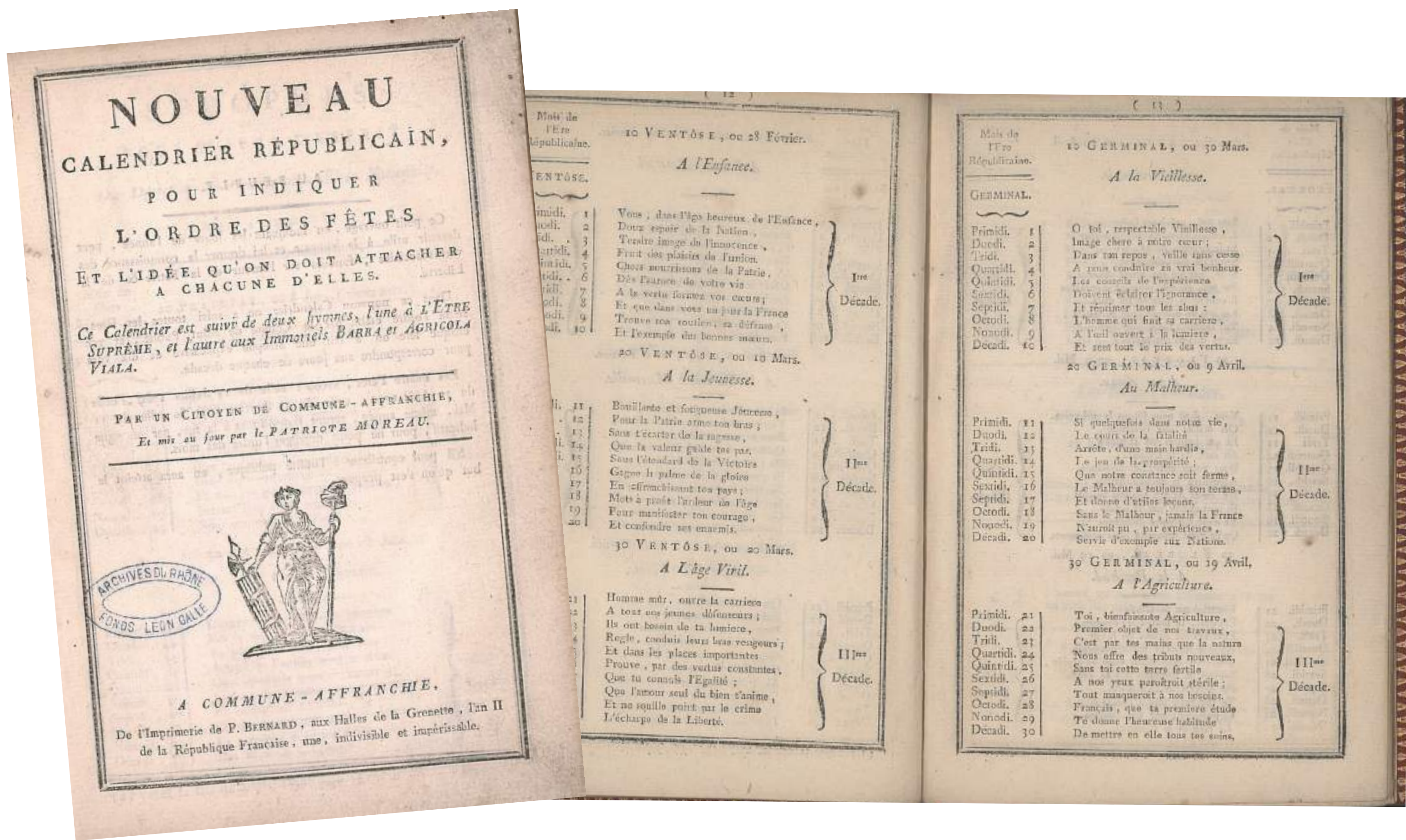


Arrêté du District de Lyon pour la fête de la Fédération, 14 juillet 1792.
Arch. dép. métr., 2L99



Camp fédératif du 30 mai 1790 aux Brotteaux.
Arch. dép. métr., FGA114/14

À partir de septembre 1792, des fêtes thématiques sont créées à chaque décade, pour rythmer le nouveau calendrier et remplacer la cérémonie religieuse du dimanche : fêtes de la Jeunesse, de l'Être Suprême, de la Reconnaissance, des Victoires ou de l'Agriculture. Systématisé par le Directoire en 1797-1798, le culte décadaire est abandonné deux ans plus tard.



Nouveau calendrier républicain pour indiquer l'ordre des fêtes, 1793-1794.
Arch. dép. métr., FGE235

La symbolique révolutionnaire

Une symbolique révolutionnaire est affichée dans l'espace public et privé, remplaçant les attributs royaux et les objets religieux. Les trois couleurs bleu, blanc et rouge se retrouvent en particulier sur les cocardes dont le port devient obligatoire en juillet 1792 pour les hommes et en septembre 1793 pour les femmes.



Cocarde constituée d'une bande tricolore froncée et cousue.
D'après l'inscription : « cocarde de chapeau civil », [1789-1799].

© Coll. Musée de la Révolution française-Domaine de Vizille, Département de l'Isère, 1985.62

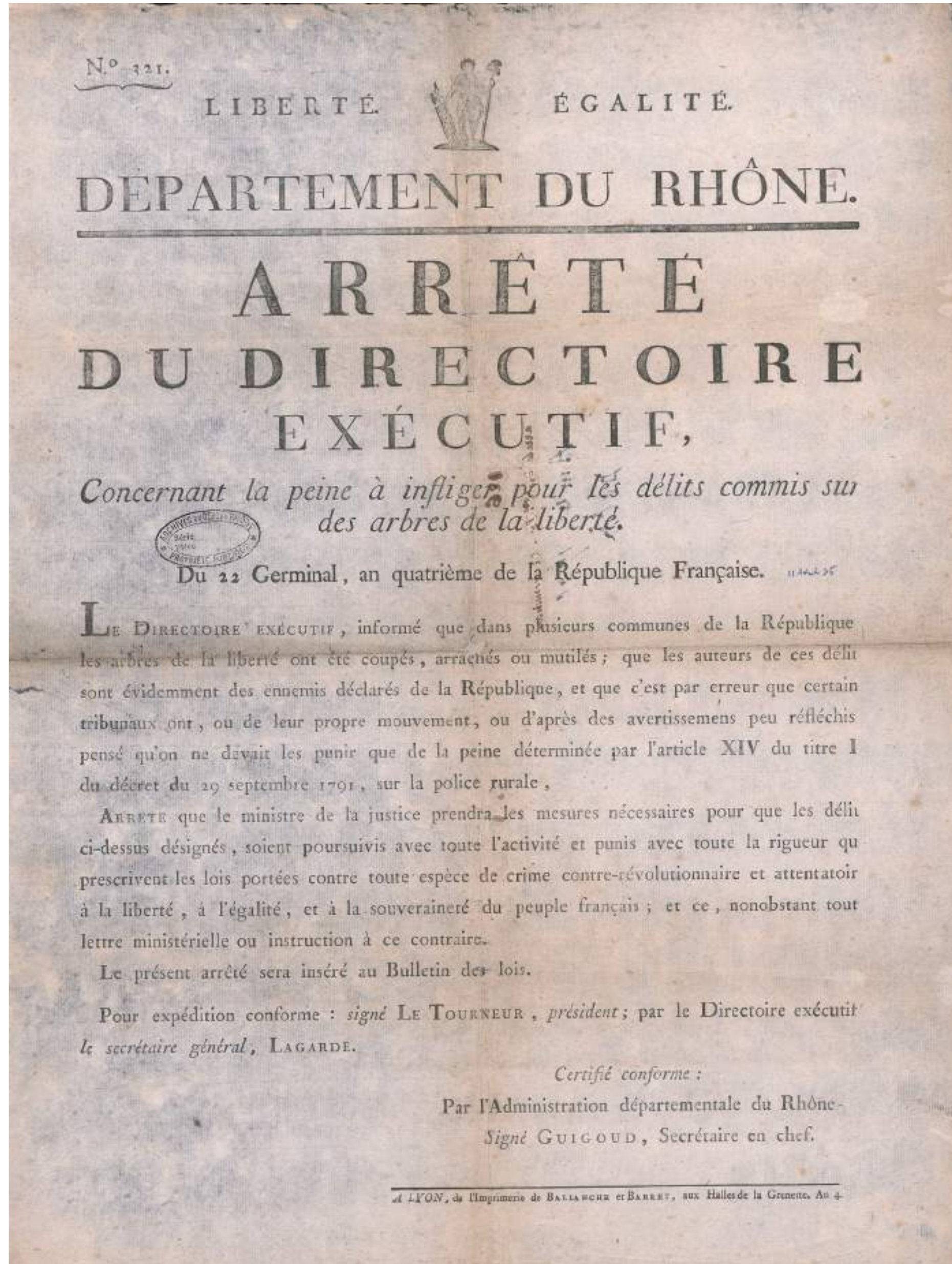
L'affirmation des valeurs révolutionnaires passe aussi par leur personnification féminine comme la Raison, la Liberté ou la République. Le bonnet de la liberté ainsi que les arbres de la liberté sont des symboles forts de la période. Dès 1790, la plantation de l'arbre de la liberté fait l'objet d'une grande cérémonie civique dans les communes. Les délits commis envers les arbres mènent à des enquêtes rigoureuses et des condamnations.



Bonnet de la Liberté, vers 1793.
En drap, passepoil rouge revers brodé.
Pierre Aubert / musée d'histoire de Lyon – Gadagne, 391 a



Bague alliance révolutionnaire, en cuivre avec chaton en verre, 4^e quart du XVIII^e siècle.
Gilles Bernasconi / musée d'histoire de Lyon – Gadagne.
G.40. 248



Arrêté du Directoire exécutif concernant la peine à infliger pour les délits commis aux arbres de la liberté, 11 avril 1796.
Arch. dép. métr., 1L451

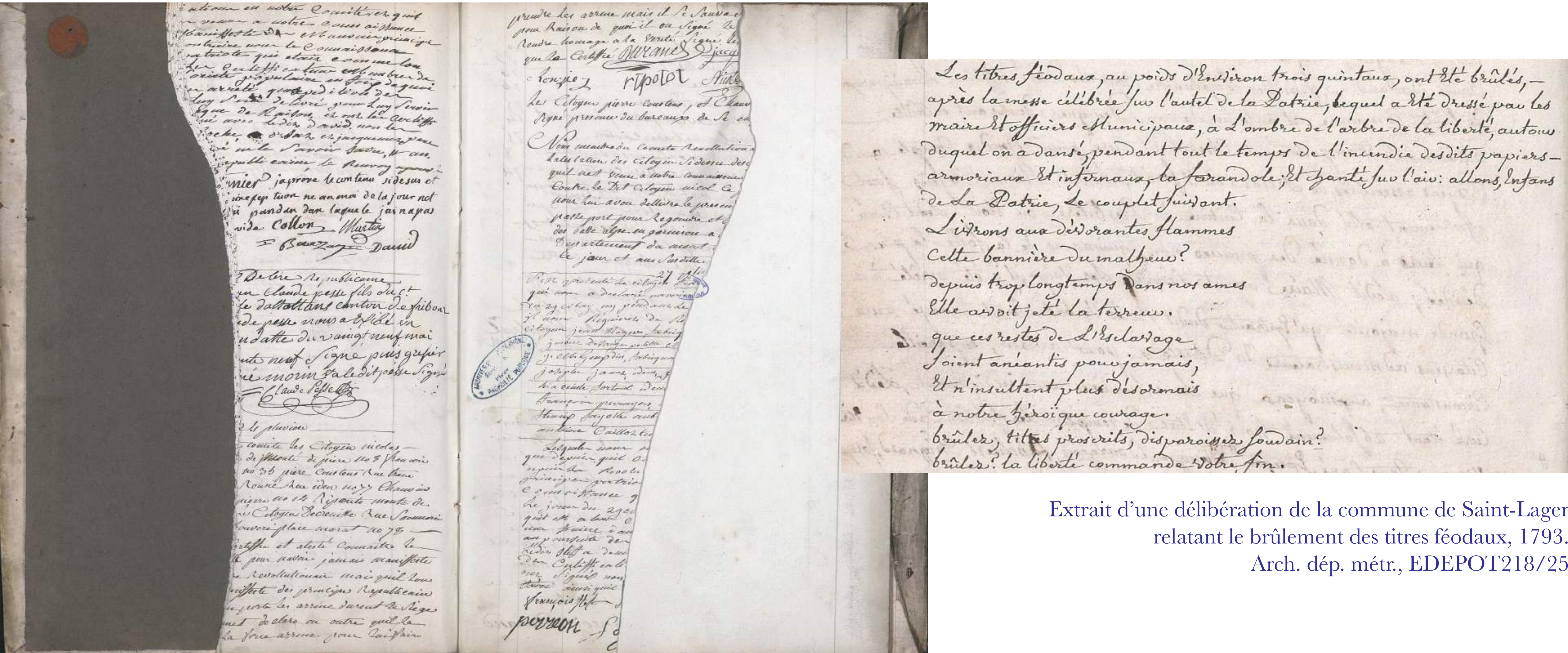
“ On voyait la statue de la Liberté qui, d'une main, découvrait au Peuple ses droits, et de l'autre ornait les Lois républicaines „

Procès-verbal de la fête des Victoires et de la Reconnaissance dans le canton de Lyon, 29 mai 1796.
Arch. dép. métr., 1L443

Détruire ou conserver, la création des services d’archives

Le coup d’État de Napoléon Bonaparte le 18 brumaire an VIII (9 novembre 1799) met fin officiellement à la Révolution en instaurant le régime du Consulat. Quinze ans plus tard, le retour de Louis XVIII et la Restauration (1815) peuvent laisser penser que la Révolution n’a été qu’une parenthèse. Il n'en est rien. Sa mémoire et l’imaginaire créé autour d’elle n’ont laissé indifférent aucun des régimes qui lui ont succédé. Au-delà des créations qui subsistent aujourd’hui, la période révolutionnaire représente une étape essentielle pour la conservation et la transmission de l’histoire et de la mémoire.

La conservation des archives de l’Ancien Régime, jusqu’alors très dispersée, n’apparaît pas comme une nécessité pour les autorités révolutionnaires. Même si un souci de conservation est présent dès les débuts de la Révolution, l’abolition des privilèges précipite la destruction des documents qui en établissaient l’existence, les terriers et titres féodaux.



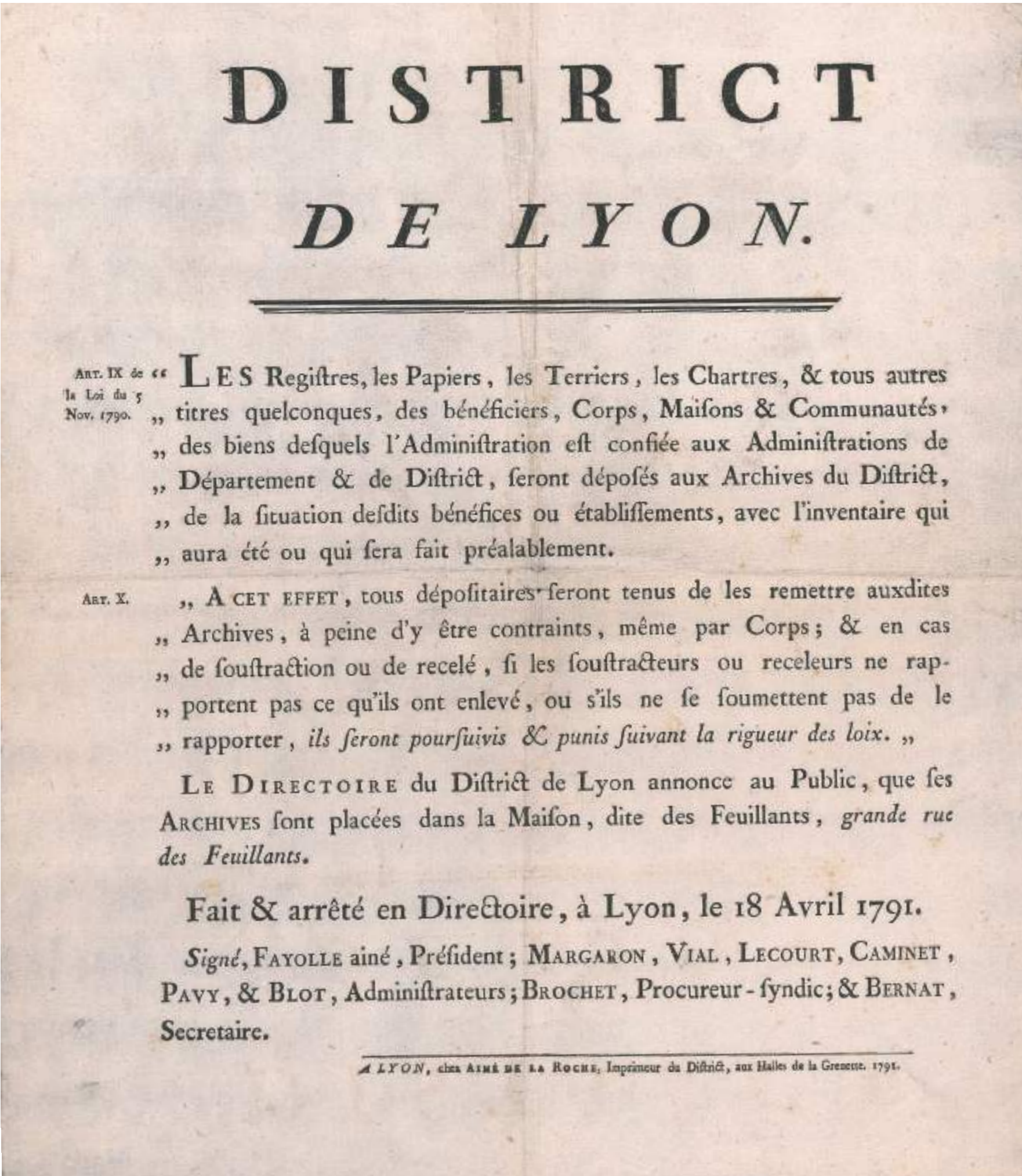
Registre mutilé à la suite de la fin du régime terroriste et de la suppression des comités en 1795. Arch. dép. métr., 3L168

Extrait d’une délibération de la commune de Saint-Lager relatant le brûlement des titres féodaux, 1793. Arch. dép. métr., EDEPOT218/25

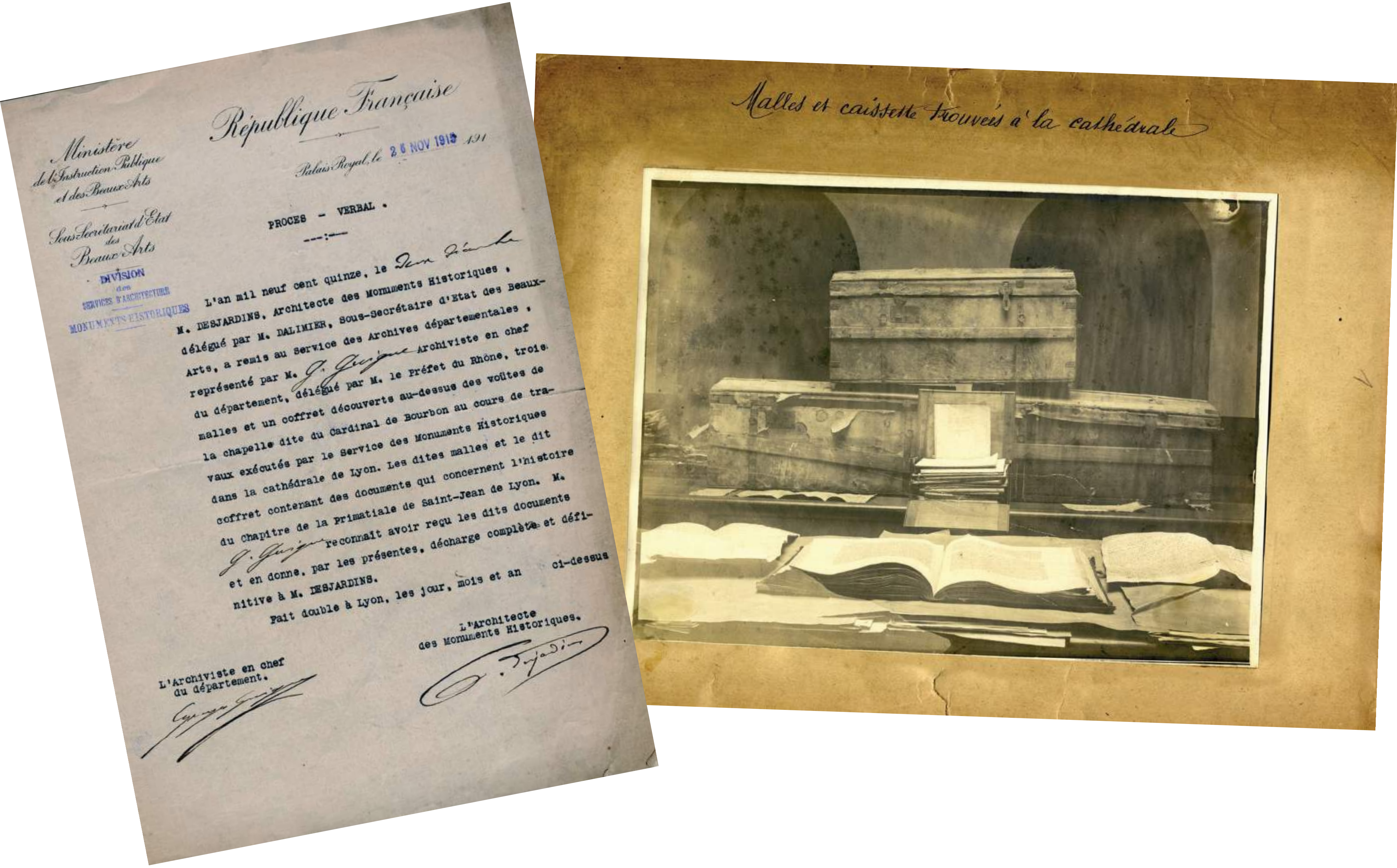
“ Le peuple a demandé que tous les titres des droits féodaux fussent brûlés au pied de l’arbre de la liberté „

Procès-verbal de la commune de Chaponost, 5 janvier 1794. Arch. dép. métr., 3L168

C’est pourtant à la Révolution que nous devons la création des services publics d’archives. En application de l’article 15 de la *Déclaration des droits de l’homme et du citoyen* « La société a le droit de demander compte à tout agent public de son administration », les Archives nationales, compétentes à l’origine pour les seuls documents de l’Assemblée nationale, sont créées dès le 7 septembre 1790. La loi du 7 messidor an II (25 juin 1794) élargit leur périmètre aux institutions supprimées, définit des règles de tri et établit le principe général de libre communicabilité. Enfin, après la suppression des districts auprès desquels étaient rassemblées les archives de l’Ancien Régime, la loi du 5 brumaire an V (26 octobre 1796) crée les archives départementales.



Organisation du dépôt des archives dans les Districts, 18 avril 1791. Arch. dép. métr., 2L145

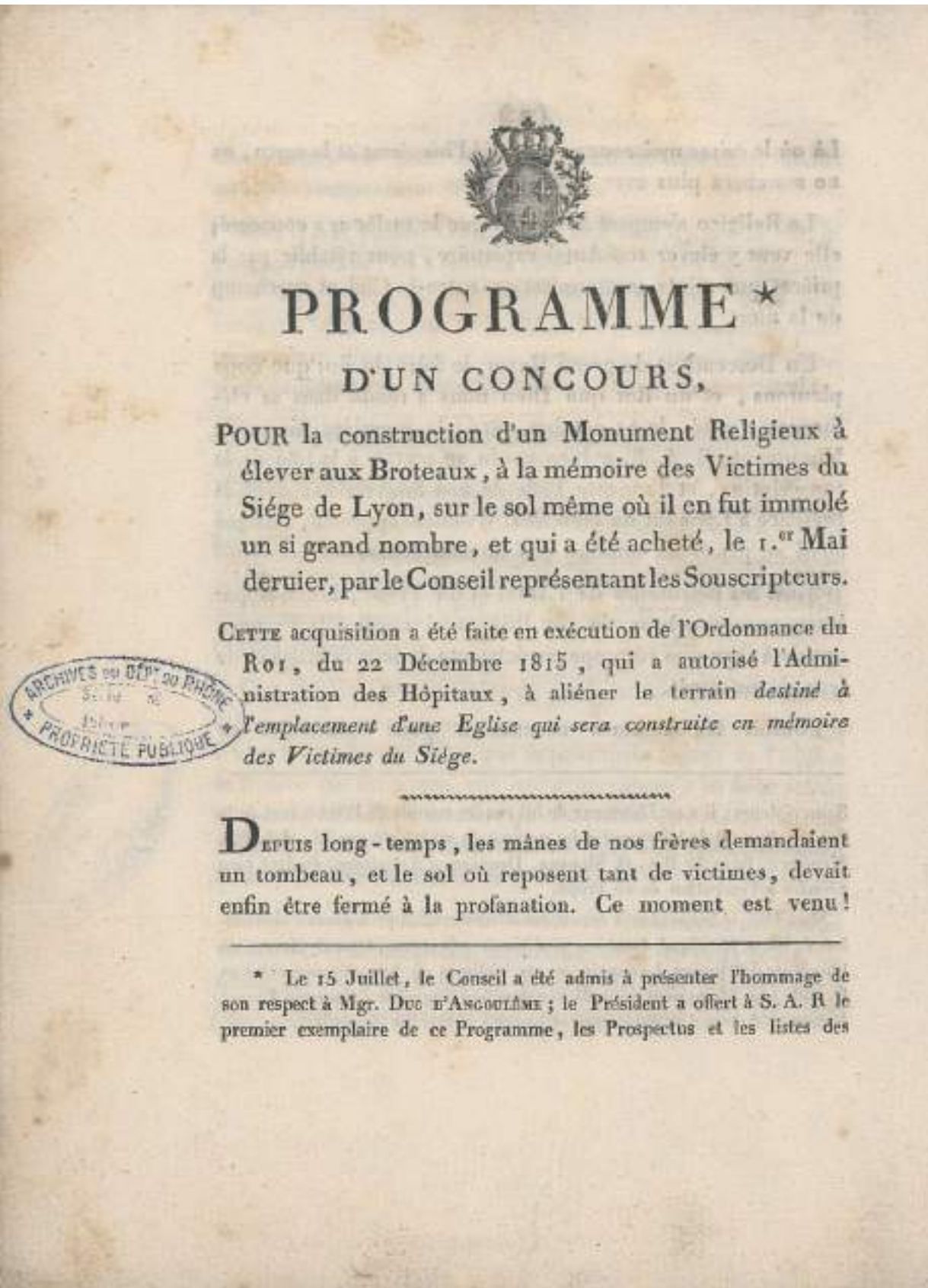


Photographie et procès-verbal de remise des archives retrouvées dans la cathédrale Saint-Jean, 26 novembre 1915. Arch. dép. métr., 3T61

Condamner la Révolution : la chapelle expiatoire

La mémoire de la Révolution à Lyon passe d’abord par le souvenir des pertes humaines qu’elle a engendrées. Aux Brotteaux, où les rebelles lyonnais ont été mitraillés, un premier monument à la mémoire des victimes du siège de 1793 est inauguré dès le 29 mai 1795, date symbolique, mais il est détruit l’année suivante.

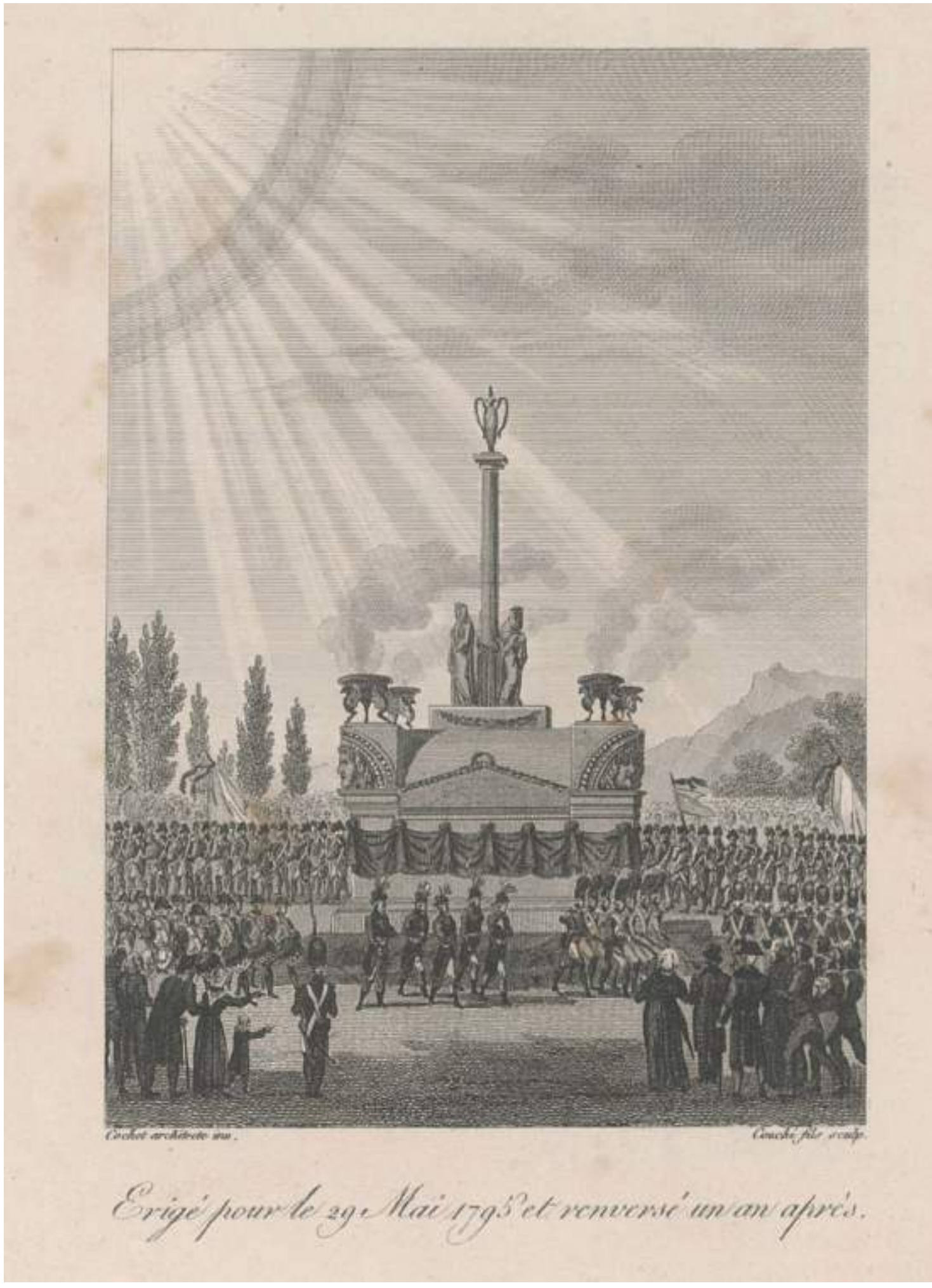
Avec la Restauration (1814) est lancé le projet d’un deuxième monument élevé entre 1817 et 1819. Cette « chapelle expiatoire » contient les ossements des victimes du siège, exhumés en 1823, ainsi que le tombeau du général Précý.



Programme du concours pour la construction d’un monument religieux élevé aux Brotteaux, 1816. Arch. dép. métr., 4T32



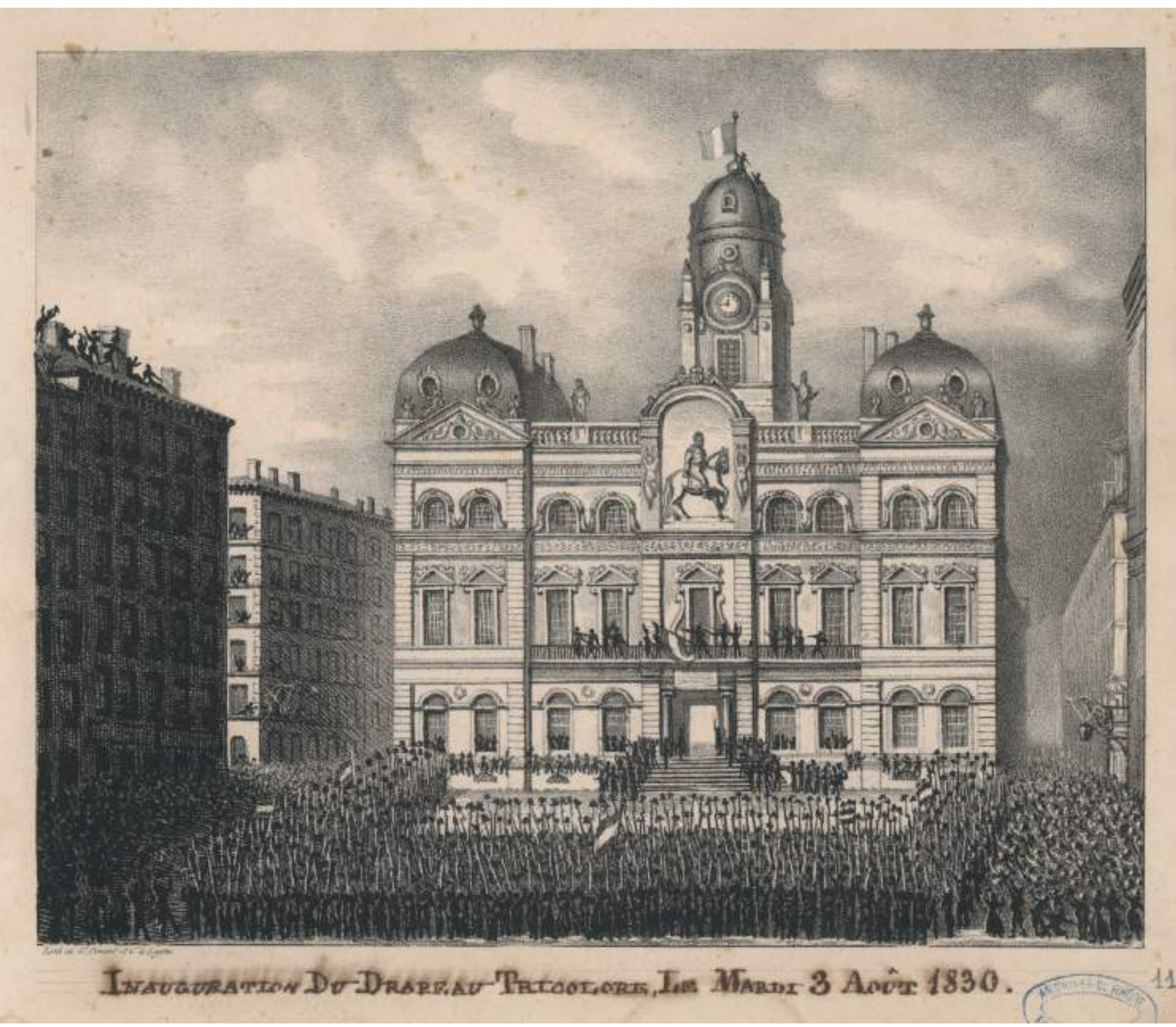
Monument religieux élevé en 1819 aux Brotteaux à la mémoire des victimes du siège de 1793. Arch. dép. métr., FGA114/20



Monument érigé en 1795 aux Brotteaux à la mémoire des victimes du siège de 1793. Arch. dép. métr., FGA114/23

À la fin du siècle, le monument pyramidal est détruit et une nouvelle chapelle est construite entre 1898 et 1901 quelques mètres plus loin. Inaugurée en 1906, elle est toujours en place aujourd’hui.

Célébrer la Révolution



La mémoire de la Révolution française est régulièrement célébrée aux XIX^e et XX^e siècles. Issue elle-même d’une révolution, la Monarchie de Juillet reprend certains symboles révolutionnaires comme le drapeau tricolore. Elle utilise également le modèle des fêtes commémoratives comme la fête des Trois glorieuses qui célèbre les « journées de juillet » de 1830.

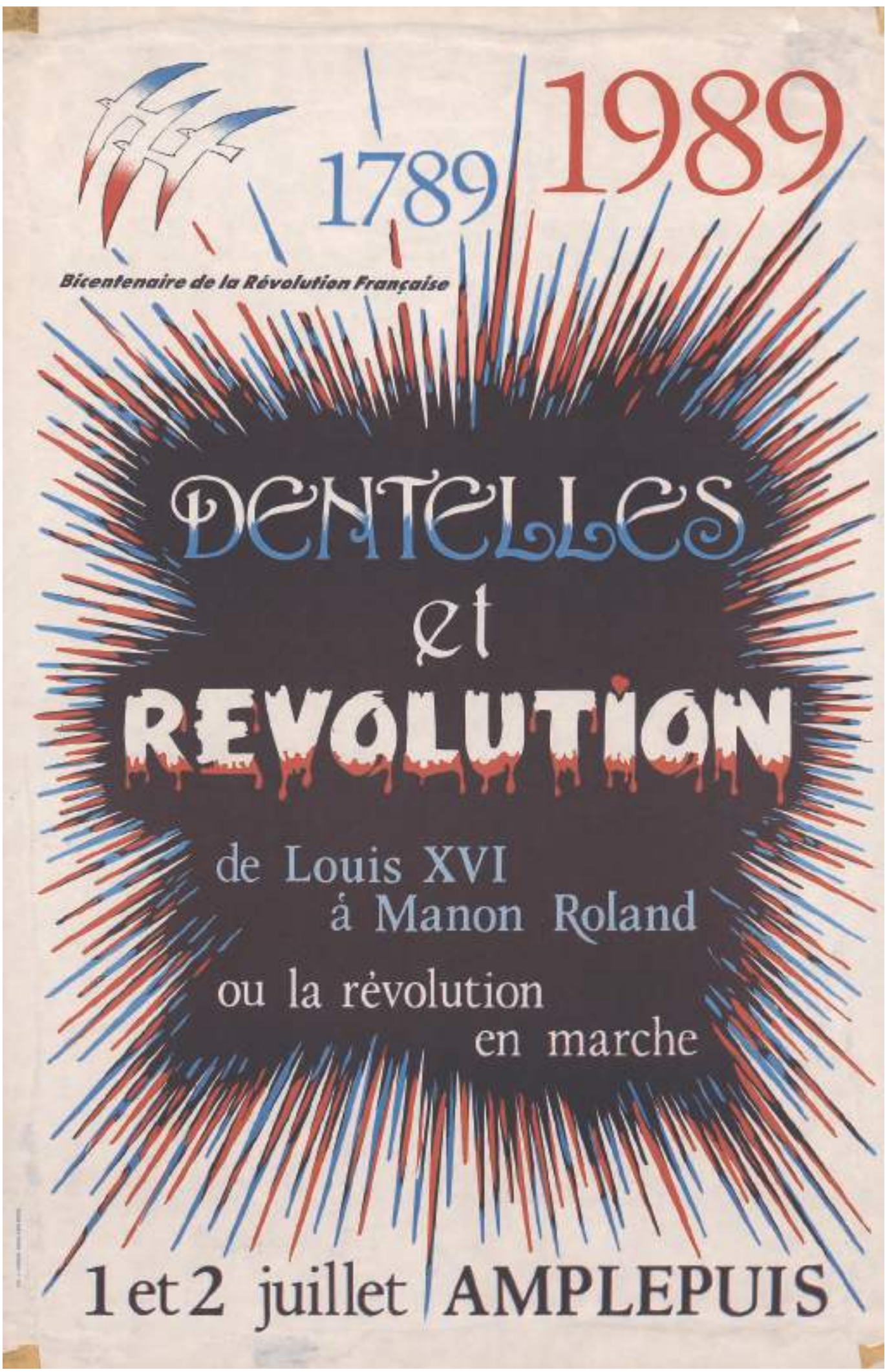
Inauguration du drapeau tricolore, le mardi 3 août 1830, s.d. Arch. dép. métr., FGA 126/11

En 1848, la Deuxième République adopte la devise révolutionnaire « Liberté, égalité, fraternité ». Enfin, la Troisième République réhabilite les symboles révolutionnaires : la Marseillaise devient hymne national en 1879 et le 14 juillet fête nationale en 1880.

Les centenaires de la Révolution et de la République suscitent de nombreuses célébrations à Lyon : une statue incarnant la République est dressée place Carnot en 1889 et le 22 septembre 1892, la fontaine Bartholdi est édifée place des Terreaux.



Buste de Marianne par Jean-Antoine Injalbert, 1889. Mairie de Condrieu



Paroles et partition de la Marseillaise, [1914-1919]. Arch. dép. métr., 245J1

En 1989, la célébration du bicentenaire est également un événement de grande ampleur.

Affiche du bicentenaire de la Révolution Française à Amplepuis, 1989. Arch. dép. métr., 282J383

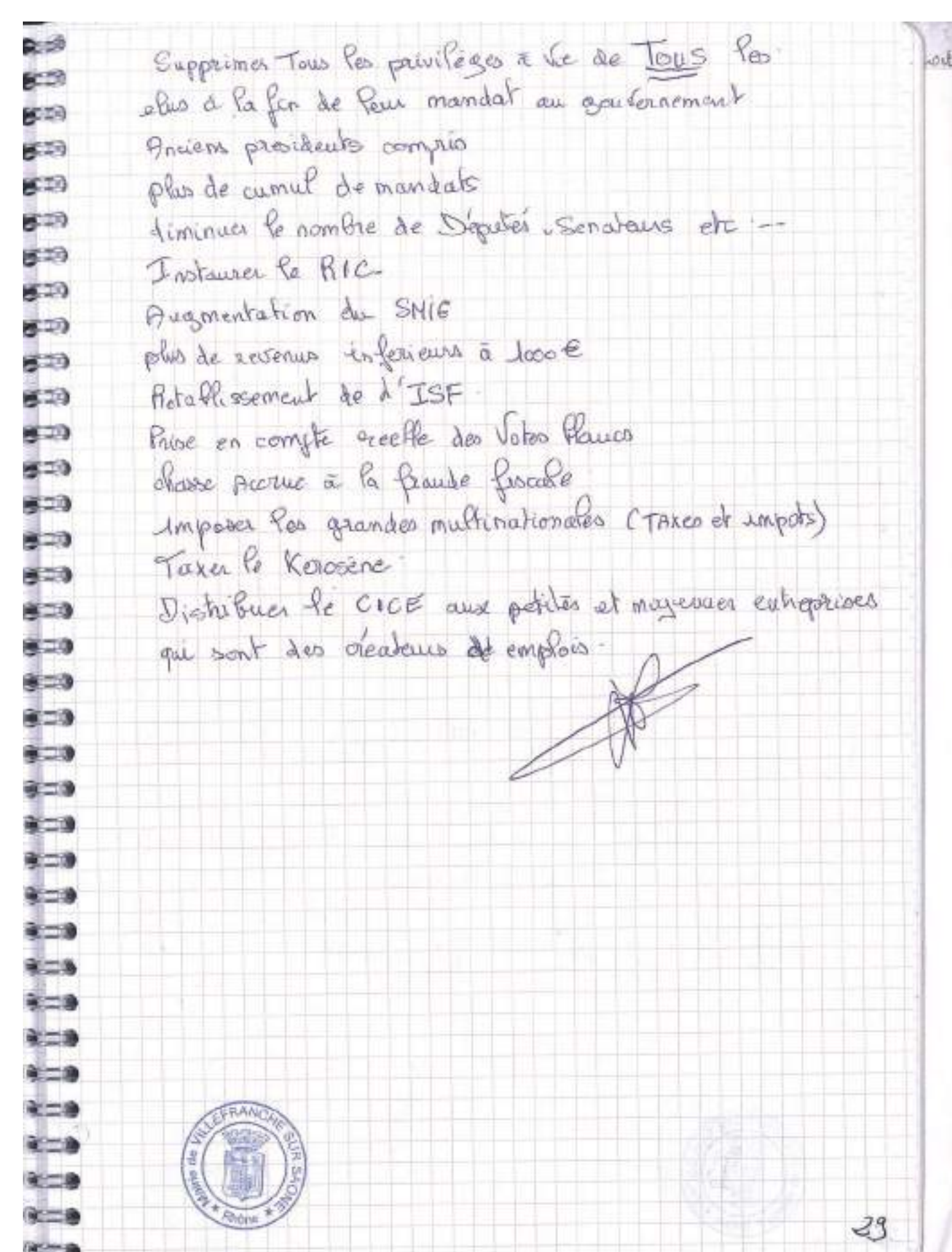
“ La commémoration du Bicentenaire est l’occasion de réfléchir sur les fondements de notre société, de notre nation, de notre République „

Rhône 89 par le Comité de la Libération du Rhône, janvier 1989. Arch. dép. métr., 2785W18

L'imaginaire de la Révolution dans notre société contemporaine

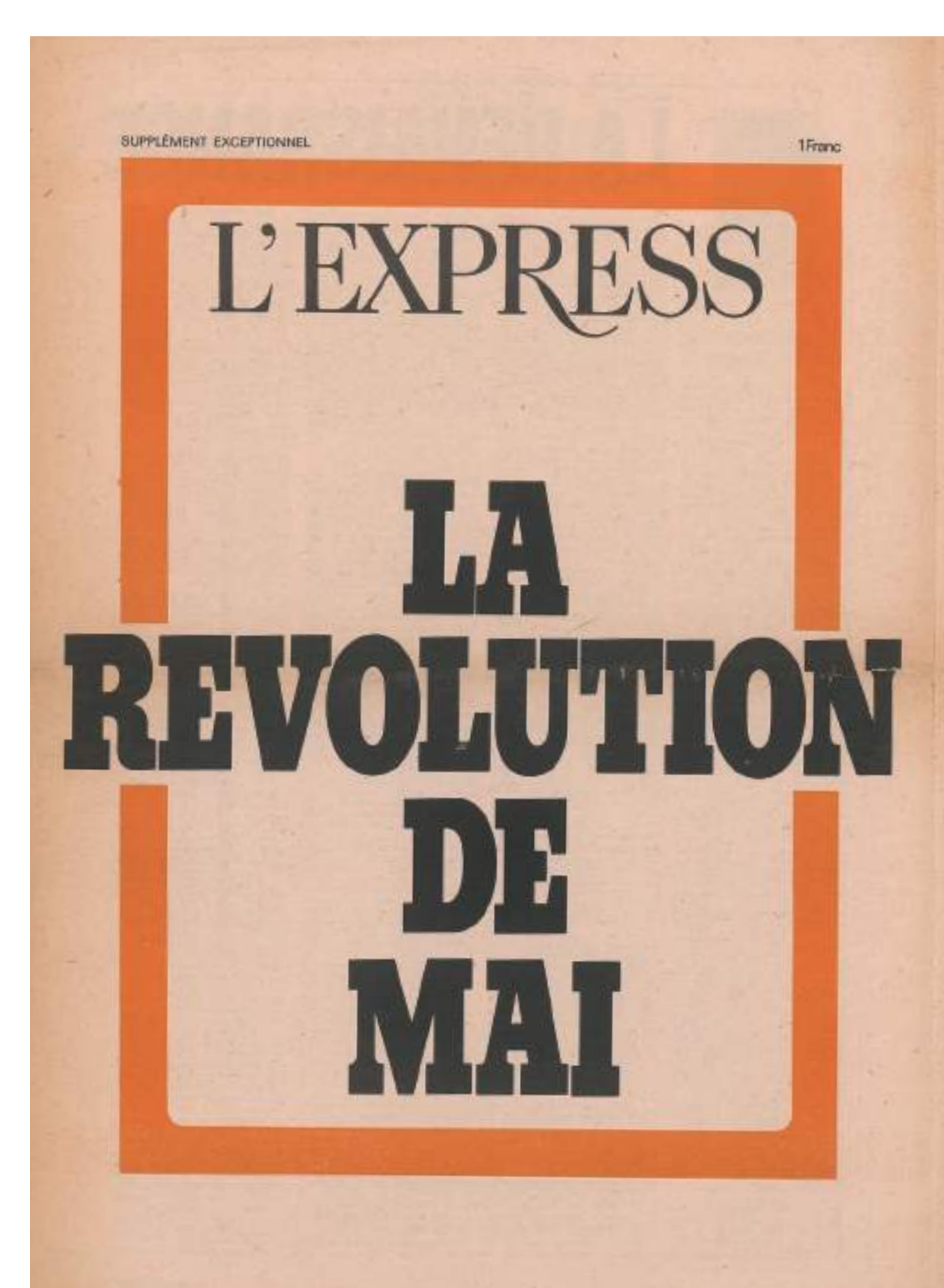
Les images et les valeurs portées par la Révolution française ont traversé les années jusqu'à s'intégrer aujourd'hui dans notre inconscient collectif. Les symboles révolutionnaires assimilés par la République font partie intégrante de notre environnement et ne sont pas remis en cause : la Marseillaise, Marianne ou le drapeau tricolore.

1789 évoque pour beaucoup de Français une émancipation collective. La Révolution française a ainsi été convoquée lors des manifestations et mouvements contestataires contemporains, de Mai 68 aux Gilets jaunes.

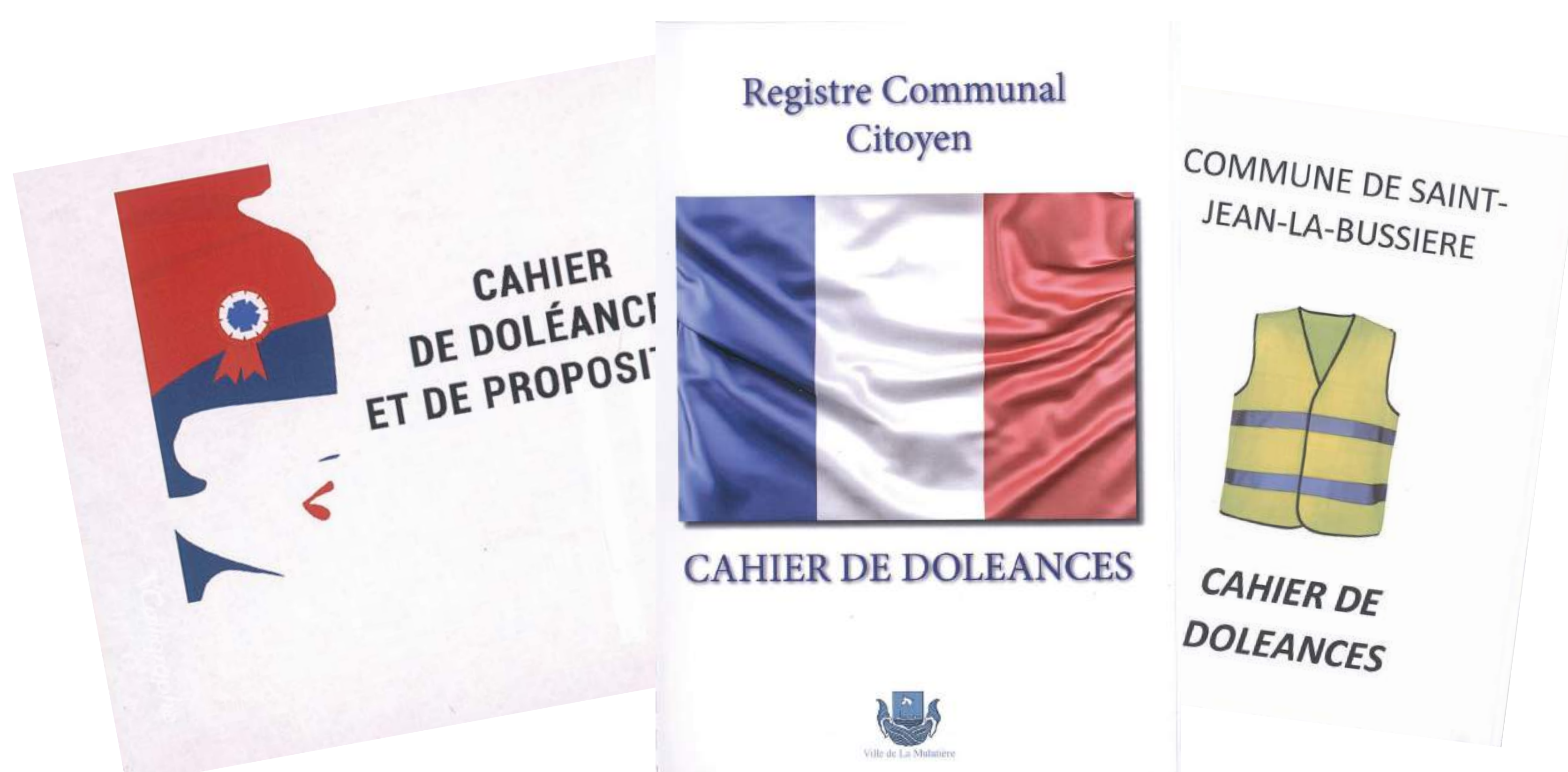


Cahier de doléances et de propositions n° 1 de Villefranche-sur-Saône, 2018-2019. Arch. dép. métr., 5545W167

« La Révolution de Mai », couverture du journal L'Express, 1968. Arch. dép. métr., 4296W142



Aujourd'hui, sans oublier la mort trop souvent semée, la Révolution française conserve aux yeux du monde une image de précurseur, une forme d'étendard de la conquête toujours inachevée des droits de l'homme.



Cahiers de doléances des communes de La Mulatière, Saint-Jean-la-Bussière et Saint-Laurent-d'Agnay, 2018-2019. Arch. dép. métr., 5545W36, 63, 130 et 135

“ Le peuple français proclame solennellement son attachement aux Droits de l'homme et aux principes de la souveraineté nationale tels qu'ils ont été définis par la Déclaration de 1789 „

Préambule de la Constitution de la V^e République, 4 octobre 1958.

Cette exposition a été réalisée par les Archives du département du Rhône et de la métropole de Lyon : Christelle Nouveau et Marion Giraud, sous la direction de Bruno Galland.

Avec le concours d'El-Kier Belkacem, Noémie Bréchet, Agathe Daronnat, Morgane Didier, Agnès de Zolt, Mahaut Faré, Eddy Moiroux, Jean-Paul Moyne-Berthon, Carole Paret, Elisa Sabatier.

Avec le concours **scientifique** de :

Natacha Coquery, professeure d'histoire moderne, Université Lyon 2

Paul Chopelin, maître de conférences en histoire moderne, Université Jean Moulin Lyon 3

Xavier de la Selle, directeur du musée d'Histoire de Lyon-Gadagne

Sophie Malavielle et Damien Richard, conservateurs en chef, Archives départementales et métropolitaines

Merci aux institutions et particuliers qui ont prêté des documents et objets ou apporté leur concours :

Musée de la Révolution française - Domaine de Vizille, département de l'Isère : Alain Chevalier, directeur, Véronique Despine-Faure

Musée d'Histoire de Lyon - Gadagne : Xavier de la Selle, directeur, Cécile Gotterand, Léa Herlet

Mairie de Condrieu : Philippe Marion, maire

Mairie de Létra : Didier Chavand, maire

Département du Rhône : Jean-Marie Martino, directeur général des services, Muriel Hennetin, directrice générale adjointe, Pierre Girin, Olivia Maurens, Coraline Chervier, Joris Cochet, Julien Bourreau, Emma Fargère

Métropole de Lyon : Anne Jestin, directrice générale des services, Julien Rolland, directeur général adjoint, Adélaïde Horrein-Beffy, directrice

Jean-Pol Donné, Académie des Sciences, Belles-lettres et Arts de Lyon

Michel Gablin qui a rédigé le texte d'introduction

ainsi **qu'à** notre **scénographe et graphiste** :

Sev communication : Corinne Lamborot, Mélanie Joumard, Eddy Duterne